

Recueil de textes hors colloque
Nouveaux mouvements sociaux économiques et
développement durable: les nouvelles mobilisations
à l'ère de la mondialisation
ACFAS 2005, Chicoutimi

Les cahiers de la Chaire – collection recherche

No 07-2006

Par Véronique Bisaillon, Chantal Hervieux,
Ana Isabel Otero et Khalil Roukoz

Sous la direction de Corinne Gendron

**Recueil de textes hors colloque
Nouveaux mouvements sociaux économiques et
développement durable: les nouvelles mobilisations
à l'ère de la mondialisation
ACFAS 2005, Chicoutimi**

Les cahiers de la Chaire – collection recherche

No 07-2006

Par Véronique Bisailon*, Chantal Hervieux,
Ana Isabel Otero*** et Khalil Roukoz******

* **Véronique Bisailon** est candidate à la maîtrise en sciences de l'environnement de l'UQAM. Elle est également étudiante chercheuse à la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable.

** **Chantal Hervieux** est candidate au MBA recherche de l'ESG. Elle est également étudiante chercheuse à la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable.

*** **Ana Isabel Otero** est candidate au doctorat en sciences politiques de l'UQAM. Elle est également étudiante chercheuse à la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable.

**** **Khalil Roukoz** est candidat à la maîtrise en sciences de l'environnement de l'UQAM. Il est également étudiant chercheur à la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable.

Avant propos

Le présent recueil de textes correspond aux communications présentées par l'équipe de commerce équitable de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable (CRSDD) pendant le congrès de l'ACFAS à Chicoutimi, Québec, en mai 2005. Ces textes ont été présentés sous la forme de communication libre. Le texte de **Véronique Bisailon** présente les résultats préliminaires d'une étude de cas réalisée au Chiapas, au sein d'une organisation de commerce équitable au Chiapas, Mexique. **Chantal Hervieux** propose d'analyser si le commerce équitable a un impact sur les stratégies des entreprises transnationales. **Ana Isabel Otero** fait une analyse documentaire des mobilisations sociales au Mexique dans le contexte de libéralisation économique et de la retraite de l'État. Finalement, **Khalil Roukoz** présente également des conclusions d'une étude de cas réalisée au Liban, dans une coopérative d'agriculture biologique. Toutes ces études ont été motivées par la CRSDD dans le cadre du projet « Le commerce équitable comme innovation sociale et économique ».

Table des matières

Avant propos	v
1. Commerce équitable et développement durable : Le cas d'une organisation de producteurs de café du Chiapas	9
Introduction	9
Le commerce équitable	9
Le développement durable	11
Les grandes contributions du commerce équitable au développement durable	12
Méthodologie	13
Observations	13
Conclusion	17
Références	17
2. Le commerce équitable et les entreprises transnationales	19
Introduction	19
Le développement durable, le secteur du café et le commerce équitable	20
Le pôle économique	21
Le pôle environnement	21
Le pôle social	22
Pourquoi le commerce équitable et le développement durable ?	22
Comparaison commerce équitable et Rain forest alliance	23
Les transnationales	24
Nestlé	24
Kraft	25
Sara Lee	25
P&G	26
Conclusion	26
Références	27
3. La mobilisation sociale au Mexique comme réponse au retrait de l'État	29
Introduction	29
1. Approche analytique	32
1.1. Les mobilisations sociales	32
1.2. Nature et évolution des mouvements sociaux	33
1.2.1. Les nouveaux mouvements sociaux	33
1.2.2. Les nouveaux mouvements sociaux économiques	35
1.3. Quelques définitions	36
1.3.1. L'économie sociale et l'économie solidaire	36
1.3.2. Le commerce équitable	37

1.3.3. La consommation comme action sociale	39
1.4. Vers un nouveau modèle de développement ?	41
2. Structure d'opportunité et les mouvements sociaux au Mexique	42
2.1. Naissance de la conscience sociale	42
2.2. La transformation de la structure économique et politique	45
2.2.1. L'espace économique	46
2.2.2. L'espace politique	48
2.2.3. Le monde rural	49
2.3. Les alliances entre les groupes sociaux et d'autres acteurs	51
2.3.1. La consolidation des groupes sociaux	51
2.3.2. Les organisations non gouvernementales ONG	54
2.3. Les réseaux solidaires au Mexique	57
Conclusion	60
Références	62
4. Avenir et évolution de l'agriculture biologique au Liban	65
Introduction	65
1. Le développement durable	65
2.1. Problèmes économiques	66
2.2. Problèmes environnementaux	67
2.3. Problèmes sociaux	67
2.4. Le mouvement biologique	68
2.5. Le mouvement équitable	68
2.6. Le biologique au Liban	69
3. Méthodologie	70
4. Fonctionnement de la coopérative « Coop Bio Lubnan »	70
5. Les résultats préliminaires	71
5.1. Contributions et limites au niveau environnemental	72
5.2. Contributions et limites au niveau social	72
5.3. Contributions et limites au niveau économique	73
5.4. La combinaison biologique/équitable au Liban	74
Conclusion	74
Références	76

1. Commerce équitable et développement durable : Le cas d'une organisation de producteurs de café du Chiapas

Véronique Bisaillon

Candidate à la maîtrise en sciences de l'environnement

Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

UQÀM

Mai 2005

Introduction

Le commerce équitable prend de plus en plus d'importance auprès des consommateurs. Les organisations faisant la promotion du commerce équitable font valoir qu'il contribuerait au développement durable. Mais qu'en est-il vraiment? La présente communication s'inscrit dans le cadre de mon projet de mémoire où je m'intéresse à la contribution du commerce équitable au développement durable. Dans un premier temps, je traiterai du commerce équitable, de son origine, de ses principes et de sa définition officielle. Ensuite, compte tenu des débats entourant le concept de développement durable, je présenterai brièvement la définition retenue. Dans un troisième temps, j'exposerai les principales contributions et les grandes limites du commerce équitable. Je poursuivrai en exposant la démarche méthodologique que j'ai suivie ainsi que mon analyse préliminaire pour en arriver enfin à mes conclusions.

Le commerce équitable

Le commerce équitable tire ses origines d'un courant de commerce alternatif dans les années 50 qui était au départ une initiative militante, cherchant des débouchés pour des produits en provenance de pays exclus pour des raisons politiques. Ces initiatives auraient convergé avec un autre courant de commerce alternatif impliquant des ONG et des organismes religieux qui cherchaient à « aider » les pays sous-développés (Renard, 2003; Malservisi et Faubert-Mailloux, 2000). Les importations de produits de pays en développement en Hollande, par le concours des réseaux de solidarité catholique et tiers-mondiste, constitueraient la première

forme de commerce équitable. Dans les années soixante, les magasins du monde ont pris le relais de la distribution des produits équitables dans les pays du Nord. Ceci constitue ce que nous appelons les réseaux alternatifs de distribution. Plus récemment, en 1988, la création du label équitable Max Havelaar a créé un précédent. La certification, parce qu'elle atteste des conditions de production et de commercialisation des produits, a permis aux produits équitables de pénétrer d'autres types de points de vente, dont ceux de la grande distribution. Des initiatives similaires ont été développées dans différents pays si bien que depuis 1997, la *Fair Trade Labelling Organizations-International* (FLO-I), une organisation indépendante, coordonne les activités de certification des organismes nationaux.

De façon générale, les principes du commerce équitable sont :

- Le commerce direct entre producteurs et consommateurs;
- Un juste prix;
- La possibilité de préfinancement à un taux accessible;
- Un engagement à long terme des partenaires;
- La gestion démocratique, participation et transparence;
- Le respect des normes du travail du pays ou de l'OIT;
- Le développement communautaire;
- La protection de l'environnement et;
- L'information du public.

(Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, 2003; Équiterre, n.d.; FLO, n.d.).

*FINE*¹, qui est un réseau informel rassemblant les principaux acteurs des réseaux de commerce équitable, a formulé une définition du commerce équitable que nous présentons

¹ FINE est un réseau informel fondé en 1998 au sein duquel les représentants des réseaux de commerce équitable repris ci-dessous se rencontrent pour échanger des informations et coordonner des activités.

FLO-I: Fairtrade Labelling Organisation International

IFAT: International Federation for Alternative Trade

NEWS!: Network of European World Shops

EFTA: European Fair Trade Association

comme la définition officielle du commerce équitable.

Le Commerce Équitable est un **partenariat commercial**, fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial. Il contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits des producteurs et des travailleurs marginalisés, tout particulièrement au Sud de la planète. (EFTA, 2001 : 26).

On peut donc distinguer deux objectifs fondamentaux du commerce équitable :

- 1) contribuer au développement des producteurs marginalisés par les règles commerciales actuelles en leur offrant des conditions commerciales justes;
- 2) transformer les règles du commerce international pour plus de justice et d'équité.

Le développement durable

La définition du développement durable est sujette à débats et à différentes interprétations qui sont parfois contradictoires. Sans nous embarquer dans la présentation de ces débats, mentionnons que nous avons retenu la conception hiérarchisée du développement durable de Gendron et Revéret (2000) où le développement social est l'objectif à atteindre, l'environnement, une condition à respecter, l'économie un moyen d'y parvenir et l'équité qui est à la fois objectif, condition et moyen. Quoique cette définition du développement durable ne corresponde pas nécessairement à celle des organisations de commerce équitable, nous l'avons choisie car elle nous apparaît être la définition la plus signifiante. Les objectifs du commerce équitable énumérés ci haut sont cohérents avec cette vision du développement durable, notamment quant à la place que doit occuper l'économie comme moyen et non comme objectif.

Les grandes contributions du commerce équitable au développement durable

Certains estiment que le commerce équitable s'inscrit tout à fait dans un cadre de développement durable parce qu'il se pose en rupture par rapport aux programmes traditionnels d'aide au développement que l'on a accusé de favoriser la dépendance. Le commerce équitable établit un échange et favorise précisément la réciprocité (Lecompte, 2003). Cet échange, qui se traduit par la vente de produits équitables, est potentiellement porteur d'une plus grande pérennité relativement à l'aide internationale puisque le commerce équitable s'autofinance. D'autre part, le commerce équitable tire sa force « dans le fait d'avoir créé un nouveau type de relations sociales entre les producteurs du Sud et les clients du Nord. » (Perna, 2000 et voir aussi Renard 1999 et 2003 et Reynolds, 2003). Enfin, à plus grande échelle, il révèle les iniquités que génère le système néo-libéral, s'imposant comme un nouveau pôle normatif à la lumière duquel sont évalués les entreprises et les produits non équitables (Gendron, 2001).

Au-delà de cette apparente contribution du commerce équitable au développement durable, le mouvement équitable est animé de débats relativement à l'opérationnalisation du commerce équitable sur le terrain. Quoique la distribution des produits équitables ait beaucoup emprunté les canaux alternatifs, elle le fait de moins en moins à mesure que toute une gamme de produits « certifiés équitables » se retrouvent sur les tablettes des supermarchés conventionnels. D'un côté, cette percée sur le réseau de la grande distribution permet de sensibiliser et d'informer un nombre beaucoup plus grand de consommateurs. De l'autre, on risque de voir sombrer le commerce équitable dans une dérive commerciale. Certains craignent la banalisation de la notion équitable ainsi que l'assouplissement des critères au profit de la commercialisation des produits équitables (Alliance, 2003). Une autre grande limite du commerce équitable est qu'il repose sur les cultures d'exportation, modèle qui a été souvent critiqué, notamment parce qu'il menace la sécurité alimentaire locale. Aussi, au-delà des objectifs théoriques du commerce équitable de vouloir favoriser le développement durable, on peut se questionner sur la véritable portée du commerce équitable

de favoriser le développement puisque le projet de développement en est fondamentalement un de nature commerciale reposant sur les exportations.

Méthodologie

L'objectif de la recherche était d'étudier l'opérationnalisation des critères du commerce équitable sur le terrain au regard de la définition retenue du développement durable. Nous avons choisi le cas du café puisqu'il est le principal produit équitable et donc le produit pour lequel les avancées devraient être les plus notables. Le Mexique s'est imposé comme le lieu d'origine du commerce équitable et présente un nombre élevé d'organisations de producteurs de café équitable; le Chiapas présentait une concentration particulièrement grande d'organisations de producteurs de café. J'ai mené mon terrain au Chiapas au Mexique dans la Federación Indígena Ecológica de Chiapas (FIECH) qui regroupe environ 2000 membres et chez une des organisations membre de cette fédération, l'Organización de Cafeticultores Emiliano Zapata (OCAEZ). Cette petite organisation regroupe 90 membres. Mon séjour a duré deux mois, de septembre à novembre 2004. J'ai fait une observation participante (Bernard, 2002) au sein de ces deux organisations et j'ai réalisé 25 entrevues avec des producteurs, équitables et conventionnels, des leaders de ces organisations, des agences de certification, des inspecteurs.

Observations

Je vais d'abord présenter mes observations générales sur la contribution du commerce équitable au développement durable pour ensuite y aller plus systématiquement en commentant chaque principe du commerce équitable quant à ses implications en termes de développement durable, mais d'abord, présentons brièvement les organisations étudiées. La FIECH a été fondée en 1993 et est une fédération qui chapeaute 13 organisations dont 10 organisations de producteurs de café équitable et 3 organisations de femmes qui travaillent sur des projets de petits élevages et production maraîchère pour l'autoconsommation principalement. Les organisations sont dispersées de la côte Pacifique en longeant la frontière avec le Guatemala jusqu'au centre de l'État du Chiapas. L'OCAEZ est une petite

organisation de producteurs de café qui est située dans la zone frontalière. Les 90 producteurs de cette organisation sont dispersés dans une douzaine de communautés qui sont assez éloignées les unes des autres (plus de trois heures de route dans certains cas). Bien que les organisations membres de la FIECH soient autonomes de celle-ci, elles commercialisent toute la production de café par le biais de la fédération qui a créé une entité commerciale indépendante du nom de Vida y Esperanza. La FIECH offre aussi aux organisations un service d'appui technique.

Chez les organisations étudiées, le commerce équitable a eu un impact positif quant à la formation des producteurs. Il s'agit principalement de formation sur l'agriculture biologique, le contrôle de la qualité et aussi sur l'organisation coopérative. Avec le commerce équitable, les producteurs ont pris conscience de l'insertion de leur production dans la chaîne commerciale : ils avaient une idée du fonctionnement de la bourse par exemple, ce qu'ils ignoraient totalement auparavant. Cependant, les producteurs et même plusieurs leaders d'organisations ou de la fédération présentaient une connaissance très partielle du commerce équitable et de ses principes, le réduisant au prix supérieur et stable qu'il leur permet de recevoir pour leur production. On peut toutefois croire que cette méconnaissance est compensée par une vision élargie et familiale de l'agriculture biologique. Une autre ombre au tableau est que le commerce équitable reste une affaire d'hommes. Une minorité de femmes étaient membres des coopératives et la plupart de celles-ci l'étaient par défaut, *i.e.* parce que leur mari était mort ou avait migré. Enfin, quant à la migration vers les États-Unis qui est véritablement un fléau au Chiapas, les producteurs eux-mêmes constataient que les familles qui produisaient de façon équitable étaient moins déchirées par la migration. L'insertion dans la filière équitable a donc un effet positif sur le tissu familial.

Passons maintenant aux principes du commerce équitable plus spécifiquement. D'abord, en ce qui concerne le principe de **commerce direct**, la FIECH faisait directement affaire avec des acheteurs du Nord. Certains producteurs continuaient toutefois de vendre une partie de leur récolte aux intermédiaires locaux ou « coyotes » pour avoir des liquidités afin de payer les travailleurs. Nous reviendrons sur ce point. Dans le cas étudié, il est intéressant de noter

le rôle positif de la fédération. Les petites organisations ne seraient pas en mesure de commercialiser leur production par elles-mêmes. Certaines ne possèdent même pas de ligne téléphonique ou d'adresse courriel. La fédération était bien organisée du point de vue logistique et possédait des équipements sophistiqués pour le traitement du café avant son exportation. La mise en commun des cafés produits par les différentes organisations permettait d'offrir une plus grande diversité de produits aux acheteurs. Avec sa structure et ses capacités, la FIECH était vue comme une organisation sérieuse et de confiance par les acheteurs. Quant au **préfinancement**, pour toutes les organisations membres de la fédération, il ne se rendait pas jusqu'au producteur. Dans le passé, l'OCAEZ avait remis le préfinancement à ses producteurs, sans bien s'assurer que les membres lui donneraient leur café par la suite. L'OCAEZ avait donc dû éponger un gros déficit puisque plusieurs producteurs n'avaient pas remis le café promis au moment de la récolte. Pour l'instant, les producteurs vendent leurs premiers sacs de café récolté aux intermédiaires de façon à dégager des liquidités. Certaines organisations vont même jusqu'à encourager cette pratique puisque le premier café récolté est de moins bonne qualité ce qui pose problème pour les organisations. Les **relations commerciales semblent durables**, mais sont conditionnelles au maintien d'une bonne qualité de la production. Il faut dire que le café équitable occupe une toute petite niche à l'intérieur de celle du café de spécialité. Dans le même ordre d'idées, le soi-disant **juste prix** semble correspondre avant tout à un meilleur prix pour un café de meilleure qualité. Bien que les producteurs reconnaissent l'avantage d'un prix fixe et garanti, il y a tout un débat sur la notion de « prix juste », puisque le prix équitable a toujours été le même alors que les coûts de production et de certification augmentent. Les producteurs et les organisations ne parlent donc pas autant d'un prix ou d'un commerce *équitable* que d'un marché ou d'un commerce *alternatif*. Plusieurs sont d'avis que même le prix équitable est trop peu élevé considérant le travail des producteurs.

Pour le principe de **protection de l'environnement**, les productions équitables sont toutes biologiques, sinon en transition et il semble y avoir un grand souci de préservation de l'environnement, qui se justifie pour certains par l'obtention d'une prime associée à la culture biologique. Malgré les efforts acharnés de l'équipe d'assistance technique qui

sensibilise les producteurs à la transition vers le biologique pour toutes leurs cultures, il semble que la majorité d'entre eux utilisent encore des pesticides pour leurs cultures de fèves et de maïs, ce qui est certainement préoccupant pour la santé des producteurs compte tenu des mesures de sécurité insuffisantes.

Quant au principe de **gestion démocratique, participative et transparente**, on observe un déficit de participation des producteurs. Alors qu'une minorité d'entre eux s'investissent sans limite, la grande majorité des producteurs sont assez passifs et s'impliquent peu dans l'organisation. La transparence est assez variable d'une organisation à une autre, selon le comité directif en place. En ce qui concerne les **conditions de travail**, la situation de la région du Chiapas frontalière au Guatemala est particulière. D'abord, mentionnons le manque de main d'œuvre lors de la récolte du café ainsi que le travail pénible que constitue la coupe du café, ce qui pousse les petits producteurs mexicains à engager des coupeurs en provenance du Guatemala. Il s'agit de familles qui migrent pour la période de la récolte de façon plus ou moins légale selon le cas. On peut donc se questionner sur la situation de ces coupeurs de café guatémaltèques dont les conditions de vie lors de la récolte sont très difficiles, situation que semble totalement ignorer l'organisation de labellisation FLO. Le **développement social**, qui est le dernier principe du commerce équitable, est très difficile à percevoir. Alors que l'on pourrait s'attendre à des avancées notables notamment en raison de la prime de développement de 5 cents par livre de café équitable vendue, cette prime était jusqu'à l'an dernier versée directement au producteur. Maintenant toutefois, la FIECH retient cette prime et exige que les organisations lui présentent un projet qu'elle étudiera si celles-ci veulent profiter de la prime. Pour l'instant, les projets étaient surtout des projets de construction d'entrepôt ou d'achat de matériel pour l'organisation. Notons toutefois que la FIECH était en train de développer des auberges à prix modiques dédiées aux fils de producteurs qui devaient aller à l'extérieur du domicile familial pour étudier. Il semble que les impacts du développement risquent d'être circonscrits à l'organisation ou aux membres de l'organisation et non à la communauté comme le voudrait le commerce équitable. Ceci est très variable d'une organisation à une autre, puisque certaines organisations sont concentrées dans une seule communauté alors que d'autres organisations, comme dans les cas étudiés,

ont leurs membres dispersés dans plusieurs communautés. D'autre part, l'enjeu de la sécurité alimentaire est pris au sérieux par les organisations qui développent des projets de commerce local, de production vivrière et de petits élevages.

Conclusion

En conclusion, nous pouvons croire que la contribution du commerce équitable au développement durable ne serait pas aussi claire que le prétendent les institutions du commerce équitable. D'un côté il permet des avancées majeures pour les producteurs notamment en termes de formation, de conscientisation et en raison du prix stable. De l'autre, il présente des lacunes assez grandes. Mentionnons à cet effet la faible participation des femmes, les impacts encore limités du commerce équitable en termes de développement. Pour l'instant, l'objectif principal des producteurs et des organisations demeure celui de vendre leur production au meilleur prix possible. Dans cette perspective, on ne peut donc pas dire que le commerce équitable tel qu'il est vécu corresponde à la définition du développement durable retenue. En contrepartie, les producteurs eux-mêmes ainsi que les organisations de producteurs équitables sont les premiers à reconnaître les limites du commerce équitable en matière de développement durable. Et non seulement ils reconnaissent les limites du commerce équitable, mais ils mènent leur propre réflexion sur ce que doit être leur « développement » et développent des stratégies adaptées à leurs besoins. Par exemple, voyant l'instabilité des marchés extérieurs, on cherche à vendre un plus grand volume de café sur les marchés locaux. Même si on peut critiquer l'opérationnalisation des principes équitables sur le terrain, le commerce équitable ne peut être qualifié d'insignifiant, ne serait-ce parce qu'il a permis la mise sur pied de petites entreprises collectives et dynamiques par des producteurs qui délaissaient petit à petit leurs terres.

Références

Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire. 2003. « Commerce équitable : propositions pour des échanges solidaires au service du développement durable ». 182 p.

Bernard, H.R. 2002. *Research methods in anthropology: Qualitative and quantitative approaches*, Third edition, Alta Mira Press (Rownan & Littlefield Publishers).

Bucolo, E. 2000. « Le commerce équitable ». *Les Notes de l'Institut Karl Polanyi*. Arles, France : Impatiences démocratiques. 46 p. En ligne : <<http://www.karlpolanyi.org/>>.

EFTA. 2001. Mémento sur le commerce équitable.

En ligne. <http://www.eftafairtrade.org/>

Équiterre (n.d.). En ligne: <<http://www.equiterre.org/equitable/>>, consulté le 13 juin 2004).

FLO-International. (n.d.). Site Web de *Fair Trade Labelling Organizations-International*. En ligne. <<http://www.fairtrade.net>>. Consulté le 15 mars 2005.

Gendron, C. 2004. « Le commerce équitable : un nouveau mouvement social économique au cœur d'une autre mondialisation » in Favreau, L., Larose, G. et A. Salam Fall (2004), *Altermondialisation, économie et coopération internationale*, Collection Pratiques et politiques sociales et économiques, Karthala (France) et Presses de l'Université du Québec (Québec), p. 158-183.

Gendron, C. 2001. « Émergence de nouveaux mouvements sociaux économiques ». *Revue Pour*, Paris, no 172, p. 175-181.

Gendron, C. et REVÉRET, J.-P. 2000. « Le développement durable ». *Économies et Sociétés*. Série R, no 37, p. 111-124.

Latouche, S. 2000. « De l'éthique sur l'étiquette au juste prix, Aristote, les SEL et le commerce équitable ». *Revue du MAUSS*, no 15, p. 346-358

Lecompte, T. 2003. *Le pari du commerce équitable*. Éditions d'Organisations.

Levi, M. et Linton, A. 2003. « Fair Trade : A Cup at a Time? » *Politics and Society*, vol. 31, no 3, p. 407-432.

Malservisi, M.-F. et I. Faubert-Mailloux. *Le commerce équitable*. Montréal. Chaire de coopération Guy-Bernier, no 006-112, 2000, 28 p.

Perna, T. 2000. « La réalité du commerce équitable ». *Revue du MAUSS*, 15, 359-372.

Raynolds, L. T. 2000. « Re-embedding global agriculture : the international organic and fair trade movements ». *Agriculture and Human Values*, vol. 17, p. 297-309.

Renard, M.-C. 1999. "The Interstices of Globalization: The Example of Fair Coffee." *Sociologia Ruralis* 39 (4): 484-500.

Renard, M.-C. 2003. "Fair Trade: Quality, Market and Conventions." *Journal. of Rural Studies* 19:87-96.

2. Le commerce équitable et les entreprises transnationales

Chantal Hervieux, étudiante au MBA recherche, option stratégie
École des sciences de la gestion
UQÀM.
Mai 2005

Introduction

Le commerce équitable connaît une croissance importante sur le marché, à titre d'exemple, les ventes de café au niveau mondial sont passées de 12,818 tonnes métriques en 2000 à 19,895 en 2003, soit une croissance de 64,4 % en 3 ans². Cette croissance semble avoir attiré l'attention des grands joueurs sur le marché du café qui aujourd'hui paraissent plus portés à étudier les possibilités du commerce équitable. Il importe donc ici d'examiner les actions posées par ces entreprises et déterminer quels sont les facteurs qui ont influencé leurs décisions de s'impliquer ou de ne pas s'impliquer au niveau du commerce équitable.

La problématique est donc de voir si le commerce équitable a un impact sur les stratégies des entreprises transnationales et si oui lequel ? Il est question ici aussi d'établir quelles entreprises transnationales parmi les quatre principales, P&G, Sara Lee, Nestlé et Kraft, sont impliquées dans le commerce équitable et la question est de savoir pourquoi elles se sont, ou non, impliquées. L'hypothèse est que les entreprises transnationales sous les pressions combinées du marché et des activistes du commerce équitable, en plus du succès croissant du mouvement, ont choisi d'intérioriser une partie du concept.

Afin d'établir les liens entre le commerce équitable et les concepts sociaux des entreprises transnationales, il a été choisi d'ancrer le concept du commerce équitable à une théorie qui en permettra l'étude. Le concept choisi est celui du développement durable puisque lors de l'étude des documents des entreprises il est apparu que celles-ci établissent un lien entre leur

² <http://www.transfair.ca/> consulté le 27 janvier 2005

projet de développement durable et leur choix de projet à envergure sociale sur le marché du café.

La première partie du travail consiste donc à tracer les bases théoriques du concept du développement durable. Par la suite, le lien entre le concept de développement durable ainsi posé et le secteur du café est présenté et finalement les liens qui unissent à la fois le développement durable, le secteur du café et le commerce équitable sont eux aussi présentés. La deuxième section du travail consiste à la revue des concepts des entreprises transnationales et finalement les hypothèses préliminaires du projet sont présentées.

Le développement durable, le secteur du café et le commerce équitable

C'est au début des années 1980 que le concept du développement durable fait son apparition. Seulement ce dernier fut réellement remarqué et accepté en 1987 alors que le Rapport Brundtland présenta sa définition du développement durable, *le développement durable est un développement qui satisfait aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins (traduction libre, définition des Nations Unies)*. Cette définition simple et plutôt vague permet aux multiples acteurs qui voudraient sans servir de l'interpréter selon la vision qui leur est favorable. Il importe donc ici d'établir la base théorique du concept de développement durable utilisé pour l'analyse. Le concept utilisé est celui défini par la version tripolaire de Gendron et Revéret (2001). La définition donnée par les auteurs reprend la version du développement durable tripolaire, mais ajoute un ordre et attribue à chaque pôle un rôle particulier. Ils placent donc ici le développement du pôle économique comme moyen, le développement du pôle environnemental comme condition essentielle et finalement le développement du pôle social comme l'objectif du développement durable.

Le développement durable n'est donc plus ici vu comme étant au centre des pôles économique, environnemental et social, mais plutôt comme traçant le chemin entre les trois pôles afin d'en établir l'objectif final.

Seulement pourquoi choisir cette définition particulière plutôt qu'une autre ? Tel que soulevé dans le rapport sur le développement durable dans le secteur du café de l'IISD, le secteur du café est confronté aux problèmes d'un développement durable sur les trois pôles.

Le pôle économique

Depuis les années 1980, l'augmentation de l'offre augmenta à un point tel que l'offre excéda largement la demande ce qui eu pour résultat de faire chuter les prix du café de près de 70 % (OXFAM, 2001). Selon OXFAM, 70 % de la production mondiale provient de petits producteurs qui cultivent chacun une surface de moins de 10 hectares. Il est estimé que 10 millions de producteurs dépendent des revenus du café qui leurs fournit la principale source de revenus. La grande instabilité des prix menace donc ces producteurs et en 2000, les prix ont chuté de plus de 50 % et atteignent leur plus bas niveau depuis les trente dernières années (OXFAM, 2001).

Le pôle environnement

L'augmentation de l'offre est en partie due aux nouvelles technologies disponibles pour la culture du café. Aussi, l'arrivée sur le marché de nouveaux joueurs, tels le Vietnam, a de beaucoup augmenté l'offre. Les cultures « modernes » du café sont des cultures à hauts rendements, cultivées dans des conditions souvent mauvaises pour l'environnement. Il est possible ici de voir comment alors que les impératifs économiques poussent vers une plus grande productivité, l'environnement se retrouve négligé. Cette culture se fait donc sur des terrains dégagés plutôt qu'à l'ombre et aussi, les techniques modernes exigent un haut rendement qui est assuré par l'ajout d'intrants chimiques qui eux sont dommageables pour l'environnement.

Le pôle social

Le plus grand risque soulevé pour le secteur du café est sans aucun doute le risque social. Comme mentionné plus haut, les revenus provenant du café sont la principale source de revenus des petits producteurs du Sud, il est donc compréhensible que lorsque les prix chutent les impacts sociaux sont considérables. Il est possible de noter un impact au niveau de l'accès à l'éducation, au niveau de l'alimentation, des services médicaux et plusieurs autres nécessités (IISD, Sustainability in the coffee sector).

Pourquoi le commerce équitable et le développement durable ?

Tel que le démontre le tableau, le commerce équitable adresse les trois piliers du développement durable. Il faut voir par contre que le pôle environnement n'est pas d'une aussi grande importance au niveau du commerce équitable que du développement durable.

Commerce équitable IFAT	Développement durable
Prix équitable Accès au crédit Relation d'affaires à long terme	Économique
Protéger l'environnement	Environnemental
Promouvoir le développement social Processus de prises de décision démocratique Éduquer Aucun intermédiaire	Social

Comparaison commerce équitable et Rain forest alliance

Souvent, lorsque l'on parle de commerce équitable et de certification, il y a confusion avec d'autres certifications. Aussi, les entreprises transnationales utilisent plus d'une certification, voici donc la comparaison entre le commerce équitable et une autre certification, la Rain Forest Alliance qui est la certification choisie par Kraft, une des entreprises étudiées.

Commerce équitable IFAT	Rain Forest Alliance
-Protéger l'environnement et promouvoir le développement social - Aucun intermédiaire - Processus de prises de décision démocratique -Prix équitable (prix plancher) -Accès au crédit -Relation d'affaires à long terme -Éduquer	Préservation de Eco système -Préservation de la faune -Relation avec les communautés -Traitement des déchets -Préservation de l'eau -Préservation des sols -Traitement équitable

Il est possible de voir ici que le commerce équitable va au-delà de la certification Rain Forest Alliance sur les points social et économique. Par contre la RFA pousse le point environnement plus loin que le commerce équitable par ses principes de préservation de l'environnement et du traitement des déchets. Il faut voir que la certification RFA n'impose pas de prix plancher à payer aux producteurs, son impact sur la communauté est donc limité au bénéfice qu'elle apporte à l'environnement.

Les transnationalesⁱ

	Programme	Certifications
Nestlé	Développement durable	
Kraft	Développement durable	Rain Forest Alliance
Sara Lee	Principes de gestions globaux	Commerce équitable biologique Utz Kapeh
P&G	Développement durable et RSE	Commerce équitable Rain Forest Alliance

Nestlé

L'entreprise Nestlé a mis en œuvre un projet de développement durable axé sur le secteur du café. Cette section du projet met en relief les différences et les similitudes entre le projet de DD de Nestlé et le commerce équitable. En premier lieu, il faut voir que Nestlé aura choisi de ne pas participer au commerce équitable. Pour l'entreprise, cette solution ne représente qu'une solution de niche et ne rejoint pas suffisamment de producteurs, elle n'est donc pas une solution au problème. Il faut voir que le problème identifié par Nestlé diffère en partie de celui identifié par le commerce équitable alors que le premier voit le plus grand problème comme celui de l'excès d'offre et que le deuxième voit plutôt un manque de pouvoir des petits producteurs qui se traduit par un trop bas prix.

La solution de Nestlé consiste donc à faire augmenter la demande pour le café et ceci permettra un « développement durable ». Bien que les projets de Nestlé ajoutent aussi des aspects d'aides aux producteurs, ce sont les similitudes avec ceux du commerce équitable qui ressortent le plus. Il est possible de voir que Nestlé pousse pour une plus grande présence à la source, donc plus d'implication auprès des producteurs et bien qu'il soutienne les producteurs, cette aide se limite à fournir les plants aux producteurs. Par la suite, Nestlé souligne qu'il achète directement des producteurs et veut donc raccourcir la chaîne d'approvisionnement, concepts identiques à ceux du commerce équitable. Aussi, tout comme le commerce équitable, il propose de payer une prime, seulement cette prime n'est pas une

ⁱ Les informations sur les entreprises transnationales furent obtenues sur les sites de ces entreprises

prime assurée, elle est donnée en fonction de la qualité du produit. Nestlé n'offre pas non plus une garantie de prix plancher, les producteurs sont donc tout aussi vulnérables aux fluctuations des prix sur le marché.

Kraft

L'entreprise Kraft, tout comme Nestlé, a mis en place un programme qui a pour but de venir en aide aux producteurs de café du Sud. Son programme nommé « Growing a better future for coffee » se veut une réponse aux problèmes du secteur du café. Kraft est en accord avec Nestlé alors qu'elle soutient le point de vue que le commerce équitable ne répond pas au problème; en fait, l'entreprise est contre la mise en place d'un prix plancher ou toute forme de contrôle artificiel des prix qui selon l'entreprise ne solutionne pas le problème. Pour cette dernière l'augmentation de la demande et de la qualité est la solution au problème et c'est sur ces deux facteurs qu'elle oriente ses efforts. Par contre, suite aux pressions par les ONG, Kraft décida d'acheter du café de la Rain Forest Alliance et fit son premier achat en octobre 2003. Par contre, comme mentionné plus haut, la Rain Forest Alliance n'exige pas de prix plancher et fourni donc plus une protection de l'environnement que des producteurs.

Sara Lee

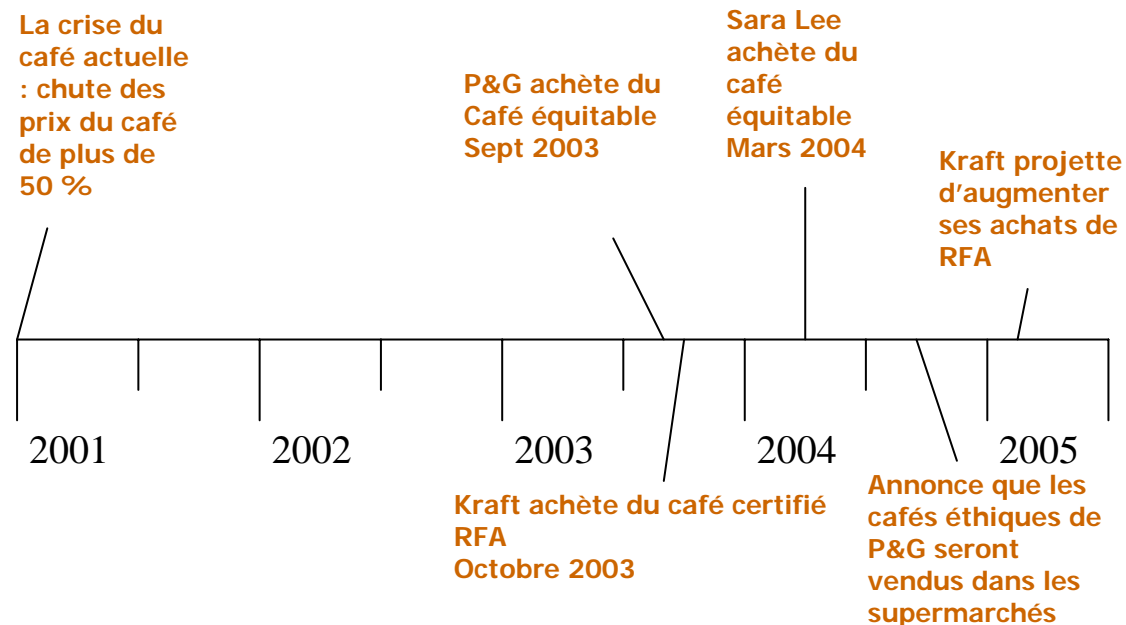
Suite aux pressions par les étudiants du campus UCLA, Sara Lee commença à acheter du café équitable. Elle fit son premier achat en mars 2004 et son café équitable est maintenant disponible dans les campus et les librairies. Le café équitable de Sara Lee, le Prébicat, n'est disponible que par sa branche Supérieur Coffee, qui est une ligne qui se spécialise dans la vente à l'industrie de la restauration. Il n'est donc pas possible pour un consommateur de se procurer ce café dans son épicerie. En 2004, Sara acheta 2,5 millions de kilos de café équitable et 7,5 millions de kilos de café Utz Kapeh. Il est possible ici de voir une tendance, alors que les trois premières entreprises étudiées favorisent l'achat de produits ayant une certification moins contraignante.

P&G

Les pressions exercées sur Procter and Gamble par les ONG et ses propres actionnaires, incita l'entreprise à procéder à son premier achat de café équitable en 2003. Ce café, qui pour une année ne fut disponible que sur le site de l'entreprise est maintenant disponible en vente libre depuis 2004. Il est donc possible d'acheter le café Millstone équitable dans les supermarchés en plus de sa ligne Millstone RFA.

Le time line présenté ici démontre la progression de la pénétration du commerce équitable parmi les produits offerts par les entreprises transnationales. En seulement un an, trois des quatre plus grandes entreprises sur le marché du café ont procédé à un premier achat de café équitable. Il reste à voir au cours des prochaines années si Nestlé suivra le tracé des autres entreprises ou si elle résistera en n'achetant pas du café équitable.

Time Line



Conclusion

Les entreprises transnationales ayant ainsi choisi d'intérioriser un concept socio-économique à leurs stratégies de marché ont intégré sans le vouloir une culture étrangère à la leur. Cette

culture sociale lorsque que confrontée à la culture interne de l'entreprise se heurtera à la philosophie économique de l'entreprise. Il reste donc ici des questions de recherches à étudier, voire analyser, afin de déterminer si le fait d'avoir à intérioriser le concept social qu'est le commerce équitable influencera par sa seule présence dans l'entreprise le comportement et la pensée d'une partie de ses membres. Cette vision sociale qui entre en conflit avec le tissu culturel et structurel de l'entreprise risque de créer une dissonance dans l'entreprise.

Références

IISD, date n.d., « Sustainability in the coffee sector: Exploring opportunities for international cooperation ». Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

Gendron et Revéret, 2001, « Le développement durable » Économies et sociétés, série F, no. 37, p.11-124.

Kraft, date n.d., « Growing a better futur for coffee ».

Nestlé, 2004, « ICO round table on equitable trading and coffee »

OXFAM, 2001, « The coffee market: A background study » disponible sur le site: <http://www.maketradefair.com/assets/english/CoffeeMarket.pdf>. Visité la dernière fois le 26 mai 2005.

Rain Forest Alliance, 2003, Annual repport.

Médiagraphie

Sites visités pour la dernière fois le 2 mai 2005

<http://www.ico.org/event/equitable/leheup.pdf>

<http://www.nestle.co.uk/OurResponsibility/DevelopingWorldIssues/Coffee+and+Fair+Trade.htm>

<http://www.eldis.org/csr/Nestlepressrelease.htm> (% achat direct)

<http://www.oxfamamerica.org/pdfs/coffeeresourceguide.pdf>

http://www.iccr.org/products/proxy_book03/gca/coffee_p&g.htm (actionnaires)

<http://www.socialfunds.com/news/article.cgi/1221.html> (part café équitable)

<http://www.rainforest-alliance.org/>

<http://www.pg.com/>

<http://www.nestle.com/>

<http://www.saralee.com/home.aspx>

<http://www.kraft.com/default.aspx>

3. La mobilisation sociale au Mexique comme réponse au retrait de l'État

Ana Isabel Otero

Candidate au doctorat en Science politique

Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

UQÀM

Mai 2005.

Introduction

La mondialisation, comprise comme le degré supérieur d'intégration des acteurs et des forces économiques (Touraine, 2003), a eu nombre de conséquences non seulement sur les sociétés, les marchés, les communications et mais aussi sur le processus de prise de décisions des États. Une des conséquences a été la désintégration des acteurs traditionnels associés au modèle d'État national centralisé. Une autre a été l'explosion des identités communautaires ainsi que l'émergence des mouvements contre le pouvoir transnational. En plus, selon Touraine (2003), l'ébranlement des anciennes structures autant régionales qu'internationales –telles que l'affaiblissement de l'État centralisé et la rupture des liens entre l'État et la société– a permis l'émergence de nouveaux types d'action collective. Étant donné que l'État s'est montré de plus en plus incapable d'accomplir ses fonctions en tant que source de bien-être social, les acteurs sociaux eux-mêmes ont décidé de prendre en main des initiatives visant l'amélioration de leurs conditions de vie. En ce sens, la crise de l'État providence et les politiques d'ajustement ont établi les fondements de l'économie sociale et des rapports non marchands.

Par ailleurs, l'affaiblissement, voire la crise, des institutions politiques a rendu ce processus de mobilisation sociale plus visible (Touraine, 2003). Le cas du Mexique en est un exemple. Depuis au moins une décennie, à l'aide d'autres organisations, la société civile s'est graduellement réveillée et est en train de mettre sur place un réseau d'économie solidaire très vaste. Ce processus va à l'encontre de l'économie de marché et est à l'origine d'une régulation propre. Ainsi, tandis que la pensée capitaliste impose sa logique partout, il existe

de « fortes tendances et des actions tout aussi nécessaires qui visent à créer ou recréer des liens entre l'économie et l'ensemble de la société.» (Touraine, 2003 : 9). Le triomphe de la globalisation a donc entraîné des mouvements sociaux d'opposition très répandus qui partagent l'idée de redonner le contrôle économique aux acteurs politiques et sociaux. En même temps, les transformations économiques et les avancées technologiques ont entraîné des modifications importantes dans les patrons de consommation, de communication et de production. Une des conséquences a été la transformation de la société en société civile et une prise de conscience graduelle des problèmes d'autrui, de l'environnement et de ses propres capacités transformatrices.

Il faut noter que pour qu'il existe un mouvement social, il faut d'abord qu'il s'inscrive dans un contexte favorable. En effet, selon l'approche du processus politique soutenu par Hipsher (1998), les mouvements sociaux sont des phénomènes cycliques. L'impact de leur institutionnalisation varie selon le cas et dépend du contexte politique. L'institutionnalisation représente la dernière partie du mouvement. Ce modèle se base sur l'idée que le développement des mouvements sociaux dépend des institutions politiques, des configurations de pouvoir, et d'autres facteurs exogènes au mouvement (structure d'opportunité politique, comme l'ouverture, par exemple). En fait, la « résurrection » de la société civile aura lieu lorsque les coûts de l'action collective baisseront et que la contestation sera permise. Nous allons analyser dans ce texte des événements qui ont stimulé la naissance de la conscience civile au Mexique dans un contexte d'ouverture politique graduelle. Dans ce pays, la société civile est restée assez longtemps immobile. Une série d'événements politiques et économiques ont montré que l'ordre social précédent s'évanouissait. La paralysie du gouvernement face aux différentes crises a d'une certaine façon stimulé l'action citoyenne et a créé des liens de solidarité. D'autres facteurs, comme le mouvement zapatiste, la menace d'appropriation des ressources par les multinationales, et même le légat communautaire traditionnel ont aussi eu un effet stimulant. Une catastrophe naturelle, le tremblement de terre de 1985, a également été nécessaire pour réveiller l'esprit des Mexicains, particulièrement en milieu urbain. En ce sens, notre travail va porter sur les mouvements qui s'inscrivent dans des initiatives de la société civile, permettant la

reformulation d'un modèle de développement économique et la redéfinition d'un modèle de modernité, ainsi que la démocratisation sociale et la lutte contre l'exclusion. Ces mouvements visent à créer des liens entre l'économie et l'ensemble de la société, tel que Touraine (2003) l'a énoncé.

Ensuite, puisque notre travail porte sur le Mexique, l'accent sera mis sur les mouvements sociaux économiques en général et sur les mouvements dans ce pays en particulier. Notre but n'est pas de faire un exposé exhaustif de tous les mouvements qu'il y a eu dans ce pays, mais d'expliquer quels ont été les facteurs sociaux qui ont permis la création, même germant, d'un réseau équitable et solidaire proposant des modèles économiques alternatifs. Nous allons avancer l'hypothèse que la mobilisation sociale au niveau national au Mexique a été possible grâce à l'ouverture d'opportunité politique, d'abord, mais aussi à l'existence d'un réseau solidaire préétabli et à la création d'alliances entre les groupes sociaux et d'autres acteurs. Nous allons ajouter que cette mobilisation sociale s'inscrit dans le cadre des nouveaux mouvements sociaux économiques.

Notre travail sera divisé en deux parties principales. Le cadre analytique et les approches utilisées seront exposés d'abord afin de mieux cerner le sujet. Dans cette première section nous allons présenter les principaux concepts relatifs aux mouvements sociaux en général, et aux mouvements sociaux économiques en particulier. Ensuite, nous allons donner les définitions pertinentes afin de comprendre les concepts de base, notamment les principes du commerce équitable, de l'économie solidaire et de l'économie sociale, sur lesquels s'appuie le comportement économique alternatif. Après, nous allons nous attarder sur ces mouvements en tant que pratiques nouvelles liées au développement. Autrement dit, dans quelle mesure représentent-elles des avenues de développement alternatives aux pratiques néo-libérales ? La deuxième partie sera consacrée à l'analyse de l'origine des mouvements sociaux nationaux et au rôle des facteurs mentionnés dans l'hypothèse. Étant donné la difficulté à bien saisir le moment de la « naissance de la conscience civile » nous allons considérer quelques événements clés de l'organisation civile. En dernier lieu, l'accent sera mis sur les acteurs les plus significatifs de la société civile, soit les organisations civiles et les

organisations non gouvernementales (ONG) nationales, en tant que représentantes de la population et promotrices du commerce équitable local. Le cadre analytique servira de base en tout temps pour cette section de notre travail.

1. Approche analytique

1.1. Les mobilisations sociales

Définir le concept de mouvement social nous confronte à une difficulté, celle de décrire la société en tant que telle. Touraine avertit qu' « il ne faut pas prendre la société pour ce qu'elle est, pour ses formes d'organisation et ses règles de fonctionnement » (1973 : 307). En réalité, selon cette approche, le comportement social est le résultat « des conflits et des transactions [...] entre des classes et des forces sociales dérivées d'elles et [...] des auteurs » (idem). Ainsi, la notion de conduite sociale est plus large que le jeu des acteurs dans un cadre institutionnel et organisationnel. Les mouvements sociaux deviennent donc des processus par lesquels la société s'organise dans le temps. Le facteur historique est important. La définition de Touraine (1973) du concept de mouvement social est ainsi « l'action conflictuelle des agents des classes sociales luttant pour le contrôle du système d'action historique. » Il faut noter aussi que les mouvements sociaux ne peuvent se fonder que s'il existe un adversaire qui vient légitimer la remise en cause d'un acteur dominant. Finalement, les mouvements sociaux ne sont identifiables que s'ils sont soutenus par une action collective durable. La définition des mouvements sociaux n'est pas nouvelle. En fait, Marx et Engels ont déjà compris le problème de l'action collective comme étant ancrée dans la structure sociale et Lénine et Gramsci ont dégagé le rôle des opportunités politiques, de l'organisation et de la culture (Tarrow, 1994 : 11). Touraine (1973) ajoute que les revendications issues des mouvements sociaux sont la réponse à une crise³. Ainsi, les efforts de reconstruction de la société sont-ils suivis par ces crises nécessaires afin de retrouver une situation de « normalité. » Dans notre étude, la création de réseaux sociaux est justement le résultat des

³ La crise se manifeste par « l'éclatement, les comportements anormaux, la démoralisation, le retrait, l'apathie ou la révolte contre une organisation [...] incapable de répondre aux besoins de la société moderne » (Touraine, 1973).

efforts visant à mettre fin à la crise de l'État providence en particulier, et à l'amélioration des conditions de vie, en général.

1.2. Nature et évolution des mouvements sociaux

Il faut commencer par analyser la nature des mouvements sociaux, ses objectifs politiques et son rapport avec l'émancipation sociale et l'évolution historique. Dans les années 1960, les mouvements sociaux étaient considérés comme des déviations, comme des comportements non-conformistes. Pendant longtemps, l'action collective et les acteurs sociaux ont été expliqués à la lumière du paradigme en cours, c'est-à-dire, selon les présupposés qu'il existait une unité entre la structure et l'acteur, que la structure dominait sur l'acteur et lui imposait les axes d'action. Pourtant, ce paradigme n'est plus en accord avec la réalité, notamment à cause des transformations de la structure même. Ainsi, selon les sociologues de la théorie de la mobilisation des ressources⁴, les mouvements visent désormais à faire le lien entre la possibilité de disposer des moyens et la capacité de les exploiter par des stratégies qui conduisent à la réussite des intérêts communs. L'intention de base est donc de défendre les intérêts des membres exclus du système.

1.2.1. Les nouveaux mouvements sociaux

Les nouveaux acteurs orientent les protestations vers des questions à portée universelle comme la sauvegarde de la paix, des droits de la personne, de l'environnement, de l'équité, etc. Le mandat est donc collectif et la problématique a changé (Farro, 2000). La lutte sociale, juxtaposée aux luttes pour la citoyenneté ou l'action ouvrière pendant le capitalisme industriel n'est plus considérée. Melucci (1991) analyse les facteurs qui ont influencé la formation et la composition des nouveaux mouvements. Le premier est d'ordre structurel. Il comprend le modèle de croissance de l'entreprise qui est basé sur la croissance économique illimitée. Il peut entraîner la marginalisation d'une partie de la population sur le marché de travail. Il se base sur le modèle de production, d'éducation et du monde vécu. Le deuxième

⁴ La théorie de la mobilisation des ressources a été développée par McCarthy et Zald (1977) et permet d'avoir une nouvelle approche en termes de processus de mobilisation. Leur étude permet de dégager les conditions d'émergence d'un mouvement social. En fait, cette approche considère les mouvements comme faisant partie de la société.

facteur est conjoncturel et met l'accent sur l'intensité des crises économiques et sur le manque d'action des gouvernements locaux afin de fournir des solutions. Finalement, la nature des acteurs a également changé. Il s'agit maintenant d'une nouvelle classe moyenne, caractérisée par un niveau d'éducation élevé, par une situation économique stable et par une bonne connaissance des institutions économiques et politiques.

Dans le même ordre d'idées, Offe (1997) soutient que les caractéristiques du capitalisme actuel expliquent la montée de nouveaux mouvements sociaux. Les réponses aux problèmes sont désormais cherchées à l'intérieur même de la société, étant donné que les institutions politiques ont été incapables d'offrir une solution. Ainsi, la société s'organise, mais cette fois-ci à travers un mode de constitution très peu hiérarchisé. En effet, « les partis politiques sont de plus en plus conçus comme des 'entreprises politiques', tandis que les demandes sociales trouvent à s'exprimer plus directement grâce à des mouvements sociaux bien distincts des partis » (Touraine, 1984 : 67). Offe (1997) ajoute que le but est de construire une société civile indépendante de la régulation et du contrôle étatique. D'autre part, Tarrow (1994), définit les mouvements sociaux comme des défis collectifs pour des personnes qui partagent des buts communs et de la solidarité en interaction soutenue avec les élites, les adversaires et les autorités⁵. Il existe quatre propriétés empiriques à la lumière de cette définition : le défi collectif, les buts communs, la solidarité et l'interaction soutenue. Nous allons retenir la troisième puisqu'elle est la plus utile pour notre exposé. La solidarité représente la reconnaissance des objectifs communs et devient donc le moteur des mouvements sociaux. Elle concerne aussi les rapports que les groupes développent dans la lutte (Seguier, 1983). Il faut ensuite créer des liens de solidarité ou d'identité entre les membres.

Nous allons de même, tout en mettant l'accent sur la première, montrer les trois caractéristiques des mouvements sociaux de Tarrow (1994): la convention, la mobilisation des structures et le consensus dans la mobilisation. La première fait référence aux

⁵ Traduction libre : "collective challenges by people with common purposes and solidarity in sustained interaction with elites, opponents and authorities", Tarrow 1994, pp. 5-6

conventions générales comprises par la population et qui trouvent leurs origines dans des mouvements précédents. La thèse de base est que les nouveaux mouvements sont liés aux traditions particulières des pays. Le deuxième concept traite de la création de réseaux et de l'institutionnalisation des mouvements à l'aide des leaders. Finalement, le dernier repose sur la confiance et la coopération qui sont générées à l'intérieur d'un groupe. Afin de mieux comprendre les organisations civiles, nous allons ajouter que selon Touraine (1973), l'acteur se définit à l'intérieur d'une organisation encadrée par des règles, des coutumes et des besoins.

Pour conclure cette section, nous allons avancer les approches analytiques exposées par Garreton (2002) qui pourront servir de base à la création d'un nouveau paradigme de l'action collective en Amérique latine. Cet auteur définit différents niveaux d'analyse : celui du comportement individuel et des relations interpersonnelles, les niveaux organisationnels et institutionnels, ainsi que la dimension historico-structurelle. Les domaines d'action sociale définis sont les chemins que les individus prennent afin d'accomplir leurs besoins : économie, gouvernements et institutions, formes d'organisation sociale, relations de pouvoir ainsi que cadre éthique et représentation symbolique.

1.2.2. Les nouveaux mouvements sociaux économiques

La définition des nouveaux mouvements sociaux économiques est fortement ancrée sur les nouveaux mouvements sociaux, mais avec une composante nouvelle : l'instrumentalisation de l'économie. En effet, selon cette approche théorique, les acteurs sociaux vont se rapprocher de l'économie et vont la redéfinir selon ses propres valeurs. De plus, les transactions économiques seront investies d'un contenu social qui était auparavant négligé. De même, ces mobilisations ont émergé dans un contexte particulier qui se caractérise par la faiblesse de l'État nation, par la réorganisation des pôles régulateurs où l'État n'a plus le monopole et dans la réouverture de l'espace politique (Gendron, 2001). Nous allons observer dans quelle mesure ces caractéristiques correspondent aux mobilisations au Mexique à la lumière de mouvements comme le commerce équitable et l'économie solidaire.

1.3. Quelques définitions

1.3.1. L'économie sociale et l'économie solidaire

Selon la définition classique française, l'économie sociale fait référence aux coopératives, associations et mutuelles dans ses formes plus institutionnalisées, alors que l'économie solidaire fait référence à des initiatives d'organisation locale et communautaire. Selon Azam (2004), même si les deux initiatives critiquent la société de marché, il existe entre elles des différences de base. Le but de l'économie sociale, au moins au moment où le concept a émergé au XVII^e siècle, était de réconcilier l'économie et la morale. Les pratiques de l'économie sociale s'inspirent du coopératisme et du « solidarisme. » Un point intéressant à soulever selon Azam (2003) est que les coopératives de consommation proposent une réconciliation entre le travail et le capital par le biais de l'opposition producteur-consommateur. Cette réconciliation se substitue à la figure centrale que le travailleur occupait dans le courant coopératif socialiste. De plus, l'économie sociale veut corriger les défauts issus de la concurrence et du régime de propriété, tout en affirmant la place du consommateur. Ainsi, le mouvement coopératiste actuel se sépare des mouvements syndicaux et ouvriers précédents. Concernant le solidarisme, l'autre pilier de l'économie sociale, il s'agit généralement d'un mouvement porté par la classe moyenne, qui s'imprègne des valeurs laïques et qui se tourne vers les gens dans le besoin.

D'autre part, l'économie solidaire est basée sur l'échec de l'économie sociale. Elle est née dans les années 1970 et s'est inspirée des expériences d'autogestion et des luttes urbaines. Elle s'est également désignée comme une économie alternative et « l'aggravation du chômage et de la précarité dans les années 1980, le recul de l'État providence en ont fait ensuite un outil d'insertion par l'activité économique » (Azam, 2003 : 158). Finalement, l'économie solidaire s'est caractérisée comme une résistance à la logique économique dominante et comme une tentative de rééquilibrage. Elle participe ainsi à la mise en place de formes de régulation, de nouveaux rapports entre l'État, le marché et la réciprocité, et de transformations institutionnelles.

Ces différences, selon Gendron (2001), peuvent difficilement se transposer au contexte de l'Amérique latine. En effet, dans cette région, le concept d'économie sociale s'articule différemment avec l'économie informelle, les traditions et les nouvelles solidarités collectives. Cette auteure reprend les quatre points de Lévesque et Mendell (1999) qui définissent l'économie sociale selon des réalités empiriques et normatives. D'abord, l'économie solidaire « désigne une approche théorique séculaire, qui pense l'économie comme étant enchâssée dans le social plutôt que comme une sphère autonome » (Gendron, 2001 : 176). Sur le plan théorique, l'économie solidaire représente un nouveau champ de recherche qui essaie d'interpréter et d'expliquer les pratiques économiques émergentes. Ensuite, elle fait référence à quelques pratiques économiques spécifiques qui peuvent être menées par des organisations concrètes ou qui répondent par elles-mêmes à une éthique particulière. Finalement, et pour le cadre de notre travail, l'économie sociale est « un élément central d'un nouveau modèle de développement où se recomposent les rapports entre État, secteur privé et société civile, à la faveur de modes de régulation inédits » (Gendron, 2001 : 177). Ces pratiques d'économie sociale et solidaire correspondent ainsi à des projets alternatifs de développement qui visent à redéfinir les rapports entre l'économie et le social, c'est-à-dire, à « faire de l'économie autrement » (Neamtan, 2003 : 131). De plus, l'économie solidaire nous permet de retrouver la confiance dans l'action collective.

Nous nous sommes permis de reproduire la définition d'économie sociale selon le chantier de l'économie sociale du Québec présentée par Gendron (2001) :

Pris dans son ensemble, le domaine de l'économie sociale regroupe l'ensemble des activités et organismes, issus de l'entrepreneuriat collectif, qui s'ordonne autour des principes et règles de fonctionnement suivants : a) L'entreprise de l'économie sociale a pour finalité de servir ses membres ou la collectivité plutôt que de simplement engendrer des profits et viser le rendement financier, b) elle a une autonomie par rapport à l'État, c) elle intègre dans ses statuts et ses façons de travailler un processus de décision démocratique impliquant usagères et usagers, travailleuses et travailleurs, d) elle défend la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des surplus et revenus et e) elle fonde ses activités sur les principes de la participation, de la prise en charge et de la responsabilité individuelle et collective.

1.3.2. Le commerce équitable

Le commerce équitable trouve ses origines en Europe, dans un petit réseau d'associations religieuses qui vendaient de l'artisanat provenant des pays en développement, notamment

des sociétés les plus démunies, afin de les aider à améliorer leur qualité de vie. Il s'institutionnalise en 1988 lors de la création du premier label équitable aux Pays-Bas, sous le nom de Max Haavelar⁶ (Roosen et Van der Hoff, 2002). Les critères à remplir pour qu'un produit soit appelé « équitable » sont : l'établissement d'une relation directe entre le producteur et l'acheteur ; la pratique d'un prix juste (qui couvre les coûts de production) ; une rémunération additionnelle via un « sur-prix » ; un préfinancement de 60% de la part de l'acheteur et l'établissement de contrats à long terme. La base idéologique du commerce équitable repose sur la création des rapports entre les consommateurs conscients et les petits producteurs, ainsi que sur la création d'un marché parallèle qui permet aux producteurs de se sortir du cercle vicieux de la pauvreté et de l'endettement. Le commerce équitable repose non seulement sur la mise en place des réseaux sociaux, mais sur la prise de conscience des consommateurs et sur la solidarité. Ainsi, tel que signalé par Xiberras « l'enjeu de la société post-industrielle vise à modifier, et donc à agir sur les fins de la production » (1993 : 164).

Il faut noter que même si ce type de commerce alternatif a été créé originalement pour favoriser les producteurs dans le rapport international Nord-Sud, nombre de pays en développement se sont rapidement engagés dans l'établissement de réseaux équitables nationaux. Le Mexique, par exemple, a été le premier pays à instaurer son propre label.⁷ D'ailleurs, quelques organisations civiles se sont attardées à la diffusion des produits autres que ceux qui sont « certifiés », c'est-à-dire, qui sont susceptibles de porter un label. Le but de notre travail, en nous basant sur les préceptes du commerce équitable, est donc de voir comment les organisations civiles ont été capables de créer et de recréer ces réseaux et quels sont les facteurs qui permettent une réponse positive de la population en générale.

Il est intéressant de noter que le commerce équitable, dans sa version de la réduction de la chaîne commerciale, soit l'achat direct du producteur, n'est pas un phénomène nouveau. Déjà Wieviorka (1977) présente la consommation comme une force politique basée sur cet achat direct depuis les années 1950. Elle répondait à l'époque à une réaction des paysans qui

⁶ La création d'un label permet aux consommateurs d'identifier les produits équitables dans des magasins autres que les petites boutiques spécialisées.

⁷ Voir « Comercio justo México », www.comerciojusto.com.mx

cherchaient à écouler leur production tout en évitant les circuits classiques qui rendaient les prix donnés aux producteurs dérisoires. L'action des paysans correspondait non seulement à une situation qui leur rendait la vie de plus en plus difficile, mais aussi à la dénonciation des firmes agroalimentaires et des intermédiaires. La revendication principale était l'obtention d'un juste prix pour leur travail. On peut comprendre que l'on retrouve le même principe de base dans le commerce équitable. L'exemple exposé par ces auteurs est celui de la « viande en circuit court »⁸. Dans ce cas, les partisans de ce modèle d'achat répondent eux aussi à une revendication politique : le contrôle populaire, l'autogestion et le renforcement des liens de solidarité.

1.3.3. La consommation comme action sociale

Afin d'expliquer le lien entre le commerce équitable et les nouveaux mouvements sociaux économiques, nous nous permettons d'utiliser les arguments de Wieviorka (1977 : 10),

si l'on admet que les rapports sociaux ne font pas que se reproduire automatiquement [...] qu'ils éclatent ou se renforcent sous l'action de diverses forces qu'il serait abusif de réduire à ce que Lefebvre a pu appeler naguère les 'groupes partiels' (les jeunes, les femmes...), pourquoi ne pas envisager la consommation sous l'angle des transformations du système social dont elle est peut-être porteuse ?

Même si le discours de cet auteur repose sur les entraves marxistes-capitalistes et sur la consommation comme revendication de classe, ses postulats de base nous paraissent utiles pour présenter le commerce équitable comme mouvement social. Ainsi, Wieviorka (1997) signale que les revendications faites par les consommateurs deviennent une nouvelle version de l'intérêt collectif. Touraine (1984 : 176) ne s'étonne pas du fait que les nouveaux conflits sociaux aient impliqué de « manière spectaculaire » des consommateurs comme des acteurs sociaux. Toutefois, il faut noter que notre travail ne porte pas sur les mouvements de consommation impliqués dans la lutte de classe, mais sur un mouvement de consommateurs différent : celui de la consommation dite responsable ou solidaire. Il porte surtout sur le

⁸ Pour une description plus vaste de ce sujet, voir Wieviorka, Michel (1977), *L'État, le patronat et les consommateurs*, PUF, Politiques, pp. 99-102

« consumérisme⁹ » qui évoque des pratiques diffuses et liées à l'instauration d'un contrôle sur la production tout en affirmant la rationalité économique (Wieviorka, 1997).

Il s'agit donc d'une lutte pour le contrôle de la production de certains biens, notamment contre les grandes entreprises de l'agroalimentaire où « le consommateur politique sape le pouvoir du capital transnational en décidant de ne pas acheter tel produit, mais plutôt tel autre » (Beck, 2003 :434). Cette approche propose que l'individualisation et la participation citoyenne encouragent les gens à être plus responsables afin de résoudre les problèmes d'ordre local, voire national ou international¹⁰ (Michelletti, 2003). Il est vrai que la consommation comme telle est difficile à mesurer, c'est justement à cause de cela que notre analyse sera concentrée sur l'établissement des réseaux sociaux et sur les organisations civiles qui encouragent le commerce équitable et l'économie solidaire. Néanmoins, il était nécessaire de considérer la pratique des consommateurs : « les pratiques collectives liées à l'achat tendent à renforcer [...] des rapports sociaux fondés sur une solidarité née d'une certaine communauté spatiale » (Wieviorka, 1977 : 91). C'est, en fait, la possibilité d'orienter les achats qui donne la capacité aux consommateurs de s'organiser en tant que groupe de pression. Il ne s'agit pas dans ce cas du « boycott » comme exposé par Wieviorka (1977), mais du principe contraire, d'acheter certains types de produits sur la base de la conscience sociale et de la solidarité. L'idée repose sur la mise en cause des rapports de production et de consommation. Cet argument vient compléter les idées exposées par Touraine (1989), lorsqu'il signale qu'il faut encourager une demande qui porte sur des produits nationaux. Il recommande aussi d'investir dans la population.

Actuellement, le commerce équitable et l'économie sociale appartiennent à la nouvelle génération de mouvements sociaux économiques qui visent à s'insérer dans les processus politiques institutionnels, à les transformer et à donner aux transactions économiques un

⁹ Ce mot dérive de l'anglais *consumerism*, qui évoque des pratiques diffuses et liées à l'instauration d'un contrôle sur la production tout en affirmant la rationalité économique (Wieviorka, 1997). Dans notre cas, il s'agit d'une lutte pour le contrôle de la production de certains biens, notamment contre les grandes entreprises de l'agroalimentaire.

¹⁰ Le commerce équitable a bien sûr une dimension transnationale très importante, mais qui ne sera considérée dans le cadre de notre analyse.

contenu social (Gendron, 2001). Nous allons ajouter que, dans le contexte mexicain, ce type de mobilisation sociale correspond à des traditions pré-hispaniques d'une part, et à une question de survie, de l'autre. En effet, vu le désengagement de l'État, certaines communautés ne comptent que sur elles-mêmes et sur leur solidarité pour faire face à la pénurie.

1.4. Vers un nouveau modèle de développement ?

Le modèle du développement que nous utilisons comme base de notre communication ne se conforme pas à la formule de croissance économique plus redistribution. En réalité, la plupart des pays en développement, notamment en Amérique latine, n'ont pas de vrais mécanismes de redistribution. D'ailleurs, l'État est de plus en plus incapable de fournir les services de base à la communauté. Dans un tel contexte, la société et les petits producteurs ont dû prendre en main leur propre développement économique, souvent avec l'aide des ONG ou des institutions internationales. Une conséquence logique a été la reformulation du concept même de développement qui se rapproche du rapport Dag Hammarskjöld, en 1975, intitulé *What now?* auquel réfère Rist (1996) dans son livre. Ce rapport affirme que le développement économique n'est plus un simple processus économique et qu'il doit émerger de l'intérieur même de la société. Par conséquent, il ne peut pas être réduit à une imitation du Nord.

Tout en conservant l'argumentation de Rist, nous allons privilégier un modèle de développement qui renforce les liens sociaux des différents groupes impliqués et qui inventent d'autres manières d'assurer leur survie. Leur tâche principale est de restaurer l'autonomie politique, économique et sociale des sociétés marginalisées. Ils ne placent plus d'espoir dans les échanges internationaux ni dans l'État. La créativité est donc favorisée et les décisions sont prises par ceux qui sont concernés. Même s'il s'agit de mouvements minoritaires, ils sont importants et ils reposent sur une conversion du regard porté sur soi. Le modèle dominant n'est plus considéré comme un modèle à adopter et l'imitation de la substitution des importations est aussi rejetée. « La reconstruction du lien social entraîne

celle de la solidarité. L'insoumission aux anciens pouvoirs fait apparaître des nouvelles possibilités... » (Rist, 1996 : 400). En ce sens, certains secteurs de la population ont créé à l'intérieur de leurs communautés des formules innovatrices d'interaction sociale. Dans le modèle d'économie solidaire, par exemple, le marché est un espace d'échanges équitables qui est considéré comme un moyen de développement plutôt qu'une fin. Selon Esteva (1999 ne s'ag), il n'y a pas seulement d'une réaction au libre marché mais d'une tentative de survie qui donne un sens différent au potentiel humain. Or, une fois les mécanismes en place, les membres se sont rendu compte de leur potentiel et ont découvert les moyens de se sortir de la misère. Seule la contrepartie manquait : une société civile consciente et solidaire.

2. Structure d'opportunité et les mouvements sociaux au Mexique

2.1. Naissance de la conscience sociale

Dans cette partie, nous allons d'abord nous attarder sur la naissance de la conscience civile si essentielle à la mise en place des mouvements. Nous allons avancer également l'argument de Seguir (1983) qui affirme que dans la « bataille inégale » de certains groupes, notamment des paysans, pour défendre leurs droits, d'autres secteurs vont leur offrir du soutien. Des formes de coopérations sont donc établies au nom de la solidarité. Il faut noter également que les mouvements sociaux issus de la libéralisation économique ont produit des réformes et répondent à l'accroissement de la pauvreté. Pourtant, ces mobilisations sont plus modérées que les précédentes et ont souvent renoncé à l'usage de la violence. La tendance est de créer des alliances et de former ainsi des coalitions plus vastes pour lutter de façon pacifique (Duquette, 1999).

La décennie des années 1980 marque la naissance des mouvements sociaux en Amérique latine en général, dans le cadre de l'ouverture démocratique. D'autres aspects, comme la crise économique, ont également joué un rôle important. Touraine (1989 : 410) fait une remarque très intéressante : « après une longue période de développement dépendant [...] les pays latino-américains sont condamnés à augmenter leur capacité d'initiative publique et privée ». En effet, cet auteur affirme que les conséquences dramatiques de la crise des années

80 ont démontré une capacité d'action peu commune à l'intérieur de la société civile. Ainsi, les transformations au niveau international, le remplacement des régimes dictatoriaux ou totalitaires, la fin du développement vers l'intérieur, la transformation de la structure sociale qui a provoqué l'augmentation de la pauvreté et l'exclusion et finalement la crise du modèle de modernisation, ont été à la base de la rupture des formes traditionnelles d'organisation sociale ou populaire. En fait, selon Garreton (2002), une des tendances de la société civile dans le cadre de la mondialisation est justement l'effort de se renforcer à travers les principes de citoyenneté, de participation et de prise de pouvoir des différentes conceptions du capital social, par le biais de l'identité et des principes communautaires.

La société civile, comme cas d'analyse, avait été largement ignorée jusqu'aux années 1980. Elle réapparaît après des transformations sociales, telles que les mobilisations qui ont suivi le désengagement de l'État. De plus, la vague du néo-libéralisme a inclut la société civile dans la définition de l'équilibre de forces entre l'État et le marché. Pour Offe (2000) la société civile est l'espace de débat et de concertation des citoyens ayant une conscience civique. C'est, en plus, le lieu d'expression des intérêts autant personnels que collectifs, et des valeurs qui devraient prédominer à l'intérieur de la nation. Salazar et Pinto (1999) décrivent la société civile comme une sorte d'entité qui surveille les actions de l'État que même si « *hoy miran pasivamente, mañana bien pueden mirarlo como "juez"* » (Salazar et Pinto, 1999 : 69). La société civile est donc susceptible de se constituer en contre-pouvoir et de prendre en main les décisions. Elle est la représentation des relations entre les individus, les groupes et les classes sociales qui développent des relations en dehors du pouvoir de l'État.¹¹ En effet, dans des situations critiques du processus de construction (ou de reconstruction) de l'État, comme la crise de la dette (Touraine, 1988), la société civile tend à agir par elle-même, à résister à l'ordre imposé et à créer ses propres organisations.

En outre, les changements structurels en Amérique latine ont laissé la place à la transformation du paradigme de l'action collective. Ainsi, l'action collective s'organise désormais autour d'axes ou de lignes d'action et non autour de la fonction des acteurs

¹¹ N. Bobbio cité par Salazar et Pinto (1999 : 93)

sociaux dans la structure (Offe, 1997). Garreton (2002) présente quatre axes d'action qui représentent une priorité et conservent leur propre dynamique :

Démocratisation politique. Il s'agit soit de remplacer les régimes autoritaires par des gouvernements démocratiques par le biais de la négociation dans un cadre institutionnel, soit de rendre plus démocratiques les régimes en place. L'aspect le plus important est que le pouvoir change de mains et que différents partis politiques émergent. Or, les réformes ne se limitent pas forcément aux changements de gouvernement et elles se font sous la pression constante de la société civile. Garreton utilise l'exemple des revendications démocratiques de l'armée zapatiste au Chiapas. Il faut noter, finalement, que chaque forme de transformation démocratique a des implications différentes selon le contexte.

Reconstruction des économies nationales et insertion dans l'économie mondiale. Les conséquences de la transformation du modèle de développement donnent forme à un autre axe d'action collective. L'insertion des pays d'Amérique latine dans le marché international après l'échec du développement orienté vers l'intérieur, a réduit considérablement le rôle de l'État dans l'économie. Toutefois, la population est soumise aux intérêts économiques particuliers autant nationaux qu'internationaux. Le résultat a été une participation limitée d'un secteur de la population qui cherche un modèle alternatif.

Démocratisation sociale. Elle a deux significations principales : la redéfinition de la citoyenneté et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Il existe une croissance sans précédent de la dimension sociale de la citoyenneté dont pratiquement toutes les revendications sont faites pour protéger les droits civils. Les champs d'action peuvent varier entre des luttes contre la discrimination, pour le bien être social, contre la perte de droits, etc. Il faut noter que parfois les revendications ne sont pas forcément dirigées vers l'État, comme par exemple celles concernant la protection de l'environnement ou qu'elles considèrent seulement un segment de la population (groupes ethniques, par exemple). Dans ce contexte, on remarque souvent que les institutions qui étaient censées promouvoir certains droits n'existent même pas ou sont très récentes. L'autre aspect de la démocratisation sociale, et

celui qui nous intéresse le plus, est lié à l'exclusion sociale et à la pauvreté croissante dérivée du modèle socio-économique actuel.

Reformulation de la modernité. Cet axe se centre sur la lutte contre le modèle de modernité et en faveur de la diversité culturelle et identitaire. Ce type d'action sociale s'oppose à la modernisation des pays industrialisés basés sur leur mode de consommation et sur leurs aspects dits culturels. Ainsi, la vision de la modernité qui émerge en Amérique latine se base sur des racines autochtones qui lui sont propres.

Nous allons analyser dans les sections suivantes la naissance des réseaux sociaux qui ont facilité ces axes d'action, notamment celui de la démocratisation sociale.

2.2. La transformation de la structure économique et politique

La construction nationale de l'État dit libéral au Mexique a été le résultat des régimes autoritaires précédents, comme celui de Porfirio Diaz, qui ont abouti à une révolution. Le début du 20^{ème} siècle a marqué une nouvelle ère. De la révolution mexicaine naît le prédécesseur du parti qui prendra le pouvoir jusqu'en 2000, le PRI.¹² Depuis la fin de la révolution mexicaine, le parti politique en place a basé sa légitimité sur l'incorporation du gros de la population dans un modèle national de développement. Les organisations corporatistes fonctionnaient comme piliers de l'État, tandis que les organisations indépendantes ont été systématiquement réprimées. Il s'agit de ce qu'on appelle un système de citoyenneté corporatiste correspondant à ce modèle d'intégration politique autoritaire. Concernant la population autochtone, le gouvernement a essayé de l'assimiler dans un groupe moderne et homogène, pour la guider vers le même schème de développement. Or, ce modèle a échoué et quelques mouvements autonomes ont émergé depuis les années 1960. Ainsi, nombre d'organisations ont commencé à se libérer des structures corporatistes et à se mobiliser en faveur de la démocratie politique, des droits de propriété terriens et de l'intégrité culturelle.

¹² Partido Revolucionario Institucional

Cette section s'attardera sur l'analyse de l'évolution de la vie politique au Mexique et ses conséquences sur la société. Nous observerons comment l'ouverture économique qui a suivi la crise de la dette a conduit à une crise de légitimité du gouvernement. Cette crise a été pourtant aggravée par les fractures politiques à l'intérieur du parti qui avait monopolisé la vie politique du pays pendant plus de 70 ans.

2.2.1. L'espace économique

Le modèle économique mexicain s'est basé sur les mêmes présupposés des économies de la région à l'époque, soit sur un gouvernement fort et interventionniste et sur des taux de croissance élevés. Cela a duré jusqu'aux années 1970, quand les problèmes de la balance des paiements sont apparus, ainsi qu'une crise inflationniste et des niveaux insoutenables d'endettement. Le pays a donc dû faire face à une série de transformations structurelles supervisées par la Banque mondiale et le FMI. Le gouvernement a cherché à stabiliser l'économie par la privatisation et la libéralisation commerciale. Le début des années 1980 marque la fin d'une période de forte croissance économique. La crise ultérieure est si grave que le niveau de vie du pays recule de quinze à vingt ans (Touraine, 1988 : 397). Pendant les années précédant l'ouverture commerciale et la crise de la dette, l'État se définissait comme le moteur de la croissance économique et comme fournisseur du bien-être social. Dans le cas du Mexique, l'État était devenu l'acteur principal du développement face à la faible épargne nationale. De plus, les secteurs stratégiques de l'économie étaient aux mains de l'État, ainsi que les institutions financières et de distribution des aliments de base. Selon Carré et Séguin (1998), le Mexique était l'un des rares pays en Amérique latine à avoir adopté une politique sociale. Comme nous l'avons mentionné auparavant, ce paternalisme étatique a largement anesthésié la société civile, qui n'avait point besoin de se révolter.

Pourtant, à partir de 1981, le Mexique a perdu sa croissance forte et régulière et s'est donc embarqué dans l'aventure néo-libérale. Comme presque partout en Amérique latine, l'État s'est vu forcé de rompre avec le modèle national populaire et de réduire les dépenses publiques pour s'insérer rapidement dans l'économie mondiale tout en réformant le modèle précédent d'organisation sociale et politique, et en réduisant le pouvoir des organisations

corporatistes traditionnelles. La restructuration néo-libérale a été l'occasion de donner une nouvelle forme non seulement à l'économie, mais aussi à la notion même de citoyenneté, tout en encourageant la citoyenneté marchande. Évidemment, cette transformation a bénéficié seulement à certains secteurs de la société, les classes sociales pauvres ont vu augmenter leur niveau de pauvreté. L'exclusion sociale a été encore plus évidente au Sud du pays. Les groupes autochtones ont été clairement exclus de ce processus de participation dans l'économie globale, soit comme producteurs, soit comme consommateurs. Dans ce contexte, ni le modèle corporatiste ni le modèle néo-libéral ne proposaient de solutions convenables (Harvey, 2001).

La crise de la dette a donc transformé le paysage social en Amérique latine. Le modèle de développement précédent a été remis en question et, à partir des exemples tels le Chili et l'Asie, ainsi que sous les pressions de la Banque mondiale et du FMI, un nouveau modèle s'est imposé : le libre marché. Selon Salazar et Pinto (1999), la logique de la modernisation qui veut la transformation néo-libérale de l'État, n'a un caractère ni social ni civil. La population, surtout la plus démunie et qui avait beaucoup d'attentes par rapport à la transformation économique, s'est rendu rapidement compte que le changement de régime ne soulageait pas la pauvreté. En effet, selon Salama (1999) lors de l'imposition néo-libérale, les revenus ont diminué de plus en plus, il y a eu une augmentation de l'économie informelle, les dépenses sociales ont diminué et la pauvreté a augmenté. Un exemple clair de la transformation a été la disparition de l'Institut Mexicain du Café (INMECAFE). Cette organisation jouait un rôle clé non seulement dans la commercialisation du café, mais aussi comme principal appui économique aux petits producteurs. Il a cessé d'être en fonction lors de la crise du café des années 1990.

Face à cette situation, plusieurs secteurs de la population se sont donnés la tâche de créer des réseaux solidaires profonds. Beck (2003) ajoute que les promoteurs du néo-libéralisme ont imposé des règles à leur avantage, mais que la société civile a profité de la crise de légitimité du modèle néo-libéral pour proposer de nouvelles valeurs, ainsi que de nouvelles normes. Ces mouvements visent à modifier notamment les décisions d'achat des consommateurs afin

d'améliorer les conditions de vie des petits producteurs. Ainsi, dès le début des années 1990, la population en générale était très déçue de l'incapacité de l'État à répondre aux besoins de base et à distribuer équitablement le revenu. Salazar et Pinto (1999) montrent des actions qui ont été menées lors de la mise en place des mesures néo-libérales. Une d'entre elles est la formation de groupes qui prônent un discours « trans-libéral » avec un projet alternatif basé sur la solidarité. Les participants ont expérimenté eux-mêmes les effets négatifs du libre marché et ils encouragent des solutions réelles pour combler le « déficit » du développement local. Parmi ces acteurs on trouve les organisations non-gouvernementales qui depuis les années 1970 ont accompagné les groupes marginalisés. Les ONG démontrent de plus en plus d'autonomie politique, culturelle, voire même sociale des secteurs oubliés par le libre marché. Il existe, selon les auteurs, trois caractéristiques différentes de ce discours pro-société civile : le rejet total ou partiel du modèle néo-libéral ; l'adoption de valeurs solidaires et humanistes comme fondement de la politique et de l'économie ; et l'encouragement de la participation civile.

2.2.2. L'espace politique

Malgré le sentiment général d'apathie politique au Mexique, la transition vers l'ouverture démocratique a entraîné une transformation et une prise de conscience de la population. C'est en fait à partir de 1988 que le terme « société civile » a pris du sens lors de la naissance à la vie politique du Parti de la révolution démocratique (PRD) qui a, en tant que parti d'opposition, réorganisé la société et articulé les mouvements sociaux et les organisations populaires intermédiaires. C'est à ce moment que de nouvelles forces ont émergé et que des organisations indépendantes se sont formées. Un des mouvements les plus importants a été le Mouvement citoyen, créé en 1991. Après une ambiance politique turbulente et une possible fraude lors des élections de 1988, d'autres mouvements citoyens ont suivi afin d'agir en tant qu'observateurs pendant les suffrages : Alliance Civique et Observation '94. En général, la majorité des mexicains ne font pas confiance aux institutions politiques, ils sont plus favorables aux forces sociales et croient que c'est en fait sur celles-ci que repose la réponse aux problèmes du pays (Camp, 1993). Cet aspect était déjà évident depuis le tremblement de terre en 1985, qui a dévasté une partie importante de Mexico. À l'époque, les habitants de la

ville ont fait preuve de solidarité et d'union. Les inadéquations du gouvernement lors de la tragédie ont poussé la société civile à créer des coalitions. Cela a renforcé les demandes communautaires face à un gouvernement qui ne voyait que ses propres intérêts. Ainsi, lorsque le gouvernement a perdu sa capacité d'exercer ses fonctions, il a laissé la place à une dispersion d'activités et au manque de confiance de la part de la population.

Dans le cas du Mexique, le parti et le gouvernement prenaient le contrôle de pratiquement toutes les sphères de la vie quotidienne et cela empêchait la prise de conscience de la société comme facteur de changement. L'importance des organisations civiles se situe dans la décomposition des forces politiques en 1988, dans la fraude et la perte de légitimité qui ont érodé les bases politiques. Ironiquement, c'était l'administration du Président Salinas qui a donné l'impulsion finale aux mouvements sociaux lors de la mise en place de son programme Solidarité, qui justement faisait appel au sentiment d'unité et de nationalisme mexicain afin de créer des liens solidaires, voire des mouvements indépendants. Cette stratégie visait en fait à créer un nouvel équilibre social dans le contexte de la signature de l'ALENA, qui marque drastiquement la fin des politiques sociales dans le pays. Ainsi, la société civile est devenue de plus en plus présente dans le développement du pays (Palavicine, 2001). En ce sens, on voit l'importance de l'ouverture politique dans le sens de la non-répression des mouvements autonomes. Pendant les années 1950 et 1960, le gouvernement était considéré comme un bloque monolithique, fort et prêt à réagir rapidement en cas de désordre social. Les tentatives de mobilisation étaient forcément limitées. Pourtant, les transformations qu'on vient de présenter à l'intérieur de la structure autant politique qu'économique ont montré rapidement les fractures internes et ont mis en évidence que la figure centrale du Président commençait à perdre son importance comme leader politique incontestable.

2.2.3. Le monde rural

Il faut noter que les transformations se sont succédées partout dans le pays, mais l'évolution a peut-être été moins visible dans le secteur rural. Toutefois, cela ne signifie pas que la transformation a manqué d'importance. En fait, les répressions les plus brutales ont eu lieu

dans les campagnes. Pour expliquer la mouvance sociale dans le milieu rural, nous allons utiliser l'approche de Fox (1996). Cet auteur expose qu'il existe trois aspects contribuant au développement d'une approche de construction politique et qui expliquent l'émergence des réseaux sociaux sous les régimes autoritaires. Ils incluent les opportunités politiques, les idées et l'énergie sociales, et le processus d'« escalade » pour la représentation locale et le pouvoir de négociation. Concernant le premier point, les enjeux de l'élite politique ont un effet direct sur la capacité d'organisation de la société civile puisqu'elle détermine la volonté de l'État à encourager ou à démanteler le capital social. Cet aspect se rapproche de l'argument de la structure d'opportunité politique de Tarrow. Même dans des cas de manque de démocratie, les gouvernements réformistes peuvent créer des incitations pour l'action collective dès la base. C'était le cas, par exemple, des conseils alimentaires communautaires, qui ont facilité la création de réseaux au niveau de la participation des villages dans les zones rurales, dans les années 1980. Le gouvernement a encouragé directement la participation en réduisant les prix des aliments pour les communautés qui s'organisaient. Le deuxième facteur implique qu'il faut prendre en compte les idées et les motivations afin de comprendre comment les personnes répondent à l'opportunité politique. Même dans de pareilles circonstances, les acteurs ne répondent pas forcément de la même façon. Fox reprend les arguments de Hirschman, qui analyse l'action collective là où n'existent pas d'autres motifs que la résistance à la mobilisation sociale. Le troisième facteur, finalement, met l'accent sur les organisations qui créent des opportunités pour d'autres groupes afin de s'engager dans l'action collective autonome (effet spillover). La prémisse de base pour cet argument est que le pouvoir de négociation est indispensable pour le respect de la liberté d'association, qui à son tour nécessite un certain niveau d'« escalade » d'organisation.

En outre, le mouvement zapatiste a joué un rôle clé dans la prise de conscience de la population. Cet événement se situe dans le cadre du manque de légitimité du parti politique en place, mais surtout dans la transition du Mexique à la modernité. En effet, le premier janvier 1994, le jour d'entrée en vigueur de l'ALENA, la société mexicaine a assisté à la déclaration de guerre d'un groupe armé, dont la plupart étaient des autochtones, dans la région la plus marginalisée du Mexique, le Chiapas. Les revendications demandées par les

insurgés, si simples comme le droit à la terre ou le respect de leur dignité, sont devenues le centre d'attention et ont largement remis en question l'ouverture économique récente. Les conséquences sociales ont été diverses. D'une part, une partie importante de la population, notamment dans les régions urbaines, a été secouée par ces événements et a pris conscience de la gravité de la situation au Chiapas. D'autre part, certaines organisations locales ont émergé. Un exemple est l'association civile dénommée *Las Abejas*, qui naît comme une réponse à la situation des constantes injustices et violations des droits humains des autochtones au Chiapas. Cette association développe une activité très concrète pour la défense des droits des peuples autochtones et pour l'impartition de justice après le massacre d'Acteal, où une trentaine de personnes ont perdu la vie aux mains des paramilitaires. Elle a l'espoir de promouvoir des changements positifs et un développement autonome des communautés des Hautes-Terres avec de moyens pacifiques.

2.3. Les alliances entre les groupes sociaux et d'autres acteurs

Si bien que les différents acteurs se sont rapidement mobilisés à la suite de la crise de légitimité de l'État, les acteurs externes ont joué un rôle crucial pendant les diverses étapes de consolidation des mouvances. Nous allons mettre l'accent d'abord sur le monde rural puisque ce secteur a été le plus affecté par l'ouverture démocratique et est celui qui a réussi à mieux profiter de l'opportunité politique. Toutefois, il ne faut pas négliger le secteur urbain, car nombre d'acteurs d'appui y appartiennent, notamment les ONG et les associations civiles.

2.3.1. La consolidation des groupes sociaux

Selon Fox (1996), à travers les cycles cumulatifs de conflit et de coopération, le paysage politique du Mexique rural s'est largement transformé au cours des trente dernières années. Cette évolution a amené la création de régimes politiques sous-nationaux. Les organisations qui ont réussi à se consolider ont suivi trois voies différentes: la convergence avec l'État, souvent avec les réformistes; l'alliance avec des groupes locaux et externes, tels que l'Église, les ONG ou des partis d'opposition; et l'émergence indépendante par le biais des

mouvements sociaux locaux pour la démocratisation, la bonne gouvernance ou le développement socio-économique. En réalité, ces trois chemins s'entrecroisent souvent. La convergence État-société nécessite des schémas de collaboration dépendant du niveau de reconnaissance des organisations autonomes de la part des réformistes. Ce modèle s'est développé au Mexique entre mi-1970 et les années 1990, suite aux pressions des groupes autochtones, mais aussi lorsque le gouvernement a décidé de mettre sur place des programmes de développement qui touchaient certaines régions. Même si les projets d'association n'étaient pas conçus pour tenir au niveau national, les différentes associations autochtones se sont superposées et entremêlées horizontalement.

La deuxième voie de formation de capital social est à travers la participation d'autres acteurs de la société civile. L'expérience du Chiapas illustre bien ce cas, puisque la convergence État-société n'existe pas. Dans cette région, les élites locales ont bloqué systématiquement les réformes fédérales qui pourraient créer des opportunités pour l'organisation autonome. Un acteur important dans la création et la consolidation des organisations représentatives au Chiapas a été la section démocratique de l'Église catholique, c'est-à-dire, de la théologie de la libération. Étant donné que la coproduction du renforcement social nécessite également d'autres alliés externes, nationaux et internationaux, les ONG ont été des facteurs clés en tant que promoteurs des efforts de rassemblement des acteurs individuels.

D'autre part, le capital social peut également s'accroître et se renforcer lui-même, par le biais de l'action collective soutenue par des mouvements autonomes, sociaux ou politiques. Les leaders de ces mouvements obtiennent l'expérience politique ailleurs. L'armée zapatiste en est un exemple. Au début des années 1990, le gouvernement autoritaire a attaqué systématiquement les alliés principaux des groupes modérés au Chiapas (les réformistes fédéraux et l'évêque), ce qui a transformé la vision de la structure d'opportunité politique pour les acteurs sociaux. De plus, la voie d'organisation à l'intérieur du cadre politique local n'a fait que conduire à la répression. Dans ce contexte, complètement isolés de l'opposition politique du reste du pays, les zapatistes ont commencé à s'organiser. Pendant des mois, nombre de villages et de communautés ont débattu du choix de s'unir au mouvement armé.

Ce processus a montré le degré de confiance et de loyauté à l'intérieur des associations horizontales. Même si quelques communautés étaient contre le mouvement armé, personne n'en a fait part au gouvernement, ce qui fait que les leaders politiques ont été complètement pris par surprise le premier janvier 1994. En termes de sa naissance, le mouvement zapatiste est un exemple d'émergence et de renforcement d'une organisation sans alliances externes. Toutefois, il faut noter deux facteurs. D'abord, les zapatistes ont profité d'un vaste réseau mis en place par le diocèse du Chiapas et par les alliés réformistes. Ensuite, l'appui des acteurs de la société civile, nationaux et internationaux, ajouté aux fractures internes du parti au pouvoir, ont poussé le président en place à déclarer un cessez le feu seulement deux semaines après le commencement du mouvement. Au cours des années, les alliances civiques ont permis à l'EZLN (Ejército zapatista de liberación nacional) de demeurer une force politique malgré sa faiblesse militaire (Fox, 1996).

En outre, Harvey (2001) illustre très bien cette lutte dans son article à propos de la redéfinition de la citoyenneté dans le Sud du Mexique. Cet auteur montre comment les différentes associations civiles au Chiapas, armée zapatiste incluse, se sont organisées autour des principes d'action collective afin de faire contrepoids aux intérêts privés et politiques dans la région. En effet, les différentes organisations autochtones résistent aux projets de recherche des entreprises alimentaires et pharmaceutiques qui menacent non seulement la biodiversité mais aussi les droits des membres des communautés. Les conflits pour l'accès aux ressources de la biodiversité sont étroitement liés à la concurrence globale pour les profits des deux industries mentionnées plus haut. Elles ont centré leur recherche sur la manipulation génétique des organismes vivants et se caractérisent par leur concentration en un nombre réduit de compagnies. De plus, elles font la promotion des organismes génétiquement modifiés, qui pourraient avoir des conséquences négatives pour la diversité. Au Mexique, le pollen du maïs modifié représente une vraie menace pour les 300 variétés natives. Il existe par conséquent une résistance aux OGM de plus en plus grande. En fait, l'argument de base de Harvey est que le développement capitaliste, dans le contexte de la transformation globale, a des implications directes sur le développement des peuples. De plus, un groupe réduit d'entreprises contrôle « l'industrie de la vie » (*life industry*), ce qui

détermine l'accès à la nourriture, aux médicaments et à la technologie. De même, ce processus de monopolisation des ressources doit se confronter à des processus qui vont dans le sens contraire, soit la lutte pour la démocratie dans nombre de pays, le renforcement du droit international concernant la protection de l'environnement, les alliances des peuples autochtones et le renforcement des liens entre les consommateurs au Nord et les producteurs au Sud.

2.3.2. Les organisations non gouvernementales ONG

En outre, on constate l'implication des groupes extérieurs aux communautés rurales du Mexique. Ces organismes externes s'ajoutent souvent aux réseaux préétablis. La tendance du commerce équitable et de l'économie solidaire au niveau national est d'utiliser les opportunités politiques et le savoir-faire déjà en place. Nous avons pu observer que des mobilisations sociales précédentes ont établi quelques rapports solidaires si essentiels au Mexique. L'échec du modèle de substitution des importations, la crise de la dette et le retrait de l'État lors de l'ouverture commerciale ont motivé certains secteurs de la population à chercher des modèles alternatifs. Il s'agit de « la búsqueda de un cambio de este modelo por otro que busque la solidaridad entre las personas » (DESMI, 2001: 38). À ce propos, les organisations non gouvernementales et d'autres associations civiles se sont rendu compte que la construction d'alternatives part de la base « de las concepciones aprendidas del trabajo y la sociedad » (DESMI, 2001 : 38). Ainsi, cette section analyse le travail fait par quelques organisations locales de commerce équitable et d'économie solidaire au Mexique.

Les organisations non gouvernementales ou les associations civiles sont une reconstruction de la société, spécialement lorsque la politique est réprimée par l'autoritarisme ou lorsque la société est atomisée par le marché. Leur stratégie repose sur l'offre d'appui et d'organisation, notamment pour les plus démunis, sur l'établissement de liens entre ces secteurs et des institutions des droits de l'Homme, religieuses, économiques et politiques, soit nationales ou internationales (Garreton, 2002). Elles sont très souvent à la base de ces nouveaux mouvements sociaux (ou sociaux économiques) et elles agissent en tant que moteur et

parfois comme intermédiaire entre les petits producteurs et les acheteurs dans le contexte du commerce équitable et même de l'économie solidaire.

Les ONG qui s'impliquent dans le commerce équitable et dans l'économie solidaire sont en quelque sorte complémentaires. Des organisations comme *Desarrollo económico y social de los mexicanos indígenas*, (DESMI) travaillent directement avec les petits producteurs et leur offrent du soutien autant économique qu'au niveau de la formation. La raison d'être de DESMI est le renforcement des liens solidaires et l'apprentissage communautaire, c'est-à-dire, l'établissement de rapports sociaux et d'appui mutuel. Elle encourage aussi le travail en coopératives. Il faut noter que cette organisation a repris le concept déjà mentionné, le *tequio*, afin d'encourager et d'élargir les rapports solidaires. Selon quelques recherches de l'association *Tequio.org*¹³, il existe une perte graduelle des valeurs liées à cette pratique, que DESMI essaie de récupérer. Mais pour qu'un travail pareil porte ses fruits, il est nécessaire d'avoir en contrepartie, des petites entreprises locales et surtout, des consommateurs responsables. Il existe donc des organisations qui travaillent aussi du côté des consommateurs, comme *Vinculación y comunicación social*, dont le coordonnateur signale que,

“En lo que respecta al sistema de comercio justo, es precisamente el consumidor quien representa su soporte principal debido a que proporciona los dos elementos básicos para su funcionamiento: a) un interés inicial concreto por una situación o problema (económico, social, ambiental, etcétera) que genera diversas acciones tendientes a solucionarlo y; b) los recursos económicos, principalmente, con los cuales concluye el ciclo de producción, comercialización y consumo, en donde participan productores, compradores, certificadores, transportistas y otros, y que da paso a un nuevo ciclo.” (Aguirre, 2002).

Le même auteur mentionne que les promoteurs du commerce équitable international ont travaillé avec certains secteurs de la société civile mexicaine afin d'élargir le marché local. Ils encouragent fortement l'économie solidaire qui se base sur les pratiques autochtones anciennes. La tâche principale des organisations de ce type est la sensibilisation auprès des consommateurs et l'établissement de liens entre les consommateurs intermédiaires et les

¹³ <http://www.tequio.org/nuestro.htm>

petits producteurs. Une autre organisation plus ancienne, *Comercio justo México*, est aussi à la base du développement de la conscience sociale et de la consommation responsable au Mexique.

Il existe également des expériences nouvelles d'économie solidaire. En effet, des alternatives économiques comme le troc ou la création de monnaies locales ont émergé dans certaines communautés. L'initiative mexicaine commence en 1996 avec l'aide de *La Otra Bolsa de Valores*. Cette dernière constitue un système alternatif non seulement en termes d'activité économique, mais aussi de communication sociale et surtout de rassemblement communautaire dans le cadre d'un marché appelé *tianguis Tlaloc*. Leur idée de base est d'offrir des outils de développement local à la société civile.¹⁴ *El Instituto de Ecología Política* est une ONG surtout préoccupée par l'environnement, mais qui inclut dans son champ d'action la création de rapports solidaires. Le nom de leur expérience est "*Permutando talentos para alcanzar la equidad*". Les idées à la base de leur projet sont l'établissement de réseaux de troc multiples et la promotion des liens solidaires comme alternative aux rapports inégaux du marché conventionnel.

En outre, nous avons mentionné le tremblement de terre au Mexique en tant que catalyseur de solidarité. Une ONG, "*Promoción del Desarrollo Popular, Asociación Civil*", fait du travail social et promeut l'autogestion auprès de la population démunie. Cette organisation a justement pris son essor lors du tremblement de terre de 1985 et a, à l'époque, mis en place des centres de financement pour aider les petits commerçants affectés par la tragédie. Ils ont généré plus de 200 projets. Ce groupe a été aussi à la base de la création du *tianguis Tlaloc* à côté de *La Otra Bolsa de Valores*¹⁵. De façon plus générale, on peut affirmer que le tremblement de terre a été l'un des facteurs qui a contribué à la promotion de l'organisation citoyenne et encouragé la création des ONG, l'incapacité de l'État à agir ayant été le moteur principal.¹⁶

¹⁴ <http://www.laneta.apc.org/otrabolsa/labolsa.htm>

¹⁵ <http://www.ithacahours.com/tlaloc.html>

¹⁶ <http://web.iteso.mx/dh/foro/mconcha.html>

2.3. Les réseaux solidaires au Mexique

Selon Tarrow (1994), l'action collective est inscrite dans la conscience sociale. Les groupes actuels agissent de façon similaire à leurs ancêtres. Autrement dit, très souvent il existe déjà des antécédents avant l'apparition d'un mouvement social. Ainsi, il est intéressant de constater l'existence des réseaux solidaires qui précèdent les mouvements sociaux économiques. Dans le cas du Mexique, ils sont profondément enracinés dans la tradition communautaire de quelques groupes autochtones et liés à la conscience ethnique et au respect de la nature. Esteva (1996 : 119) utilise l'exemple de quelques villages au Oaxaca, où « tout un réseau de solidarité constitu[e] le tissu social qui est le soutien de la ville ». De même, dans une communication personnelle avec le coordonnateur de l'organisation civile *Vinculación y comunicación social*, Francisco Aguirre, nous a appris que nombre de petites communautés rurales du Sud du Mexique basent depuis longtemps leurs relations sur des pratiques solidaires anciennes comme le « tequio »¹⁷. On retrouve quelques exemples de ces pratiques dans de petites communautés qui ont réussi à mettre sur pied des services comme des écoles grâce à ce système¹⁸.

Ainsi, nombre de communautés autochtones au Sud du Mexique se basent sur le principe d'aide communautaire dans un contexte où l'État est soit absent, soit autoritaire. En effet, ce système normatif, qui régule de pareilles pratiques, soulage « las carencias e inadecuaciones del sistema nacional de justicia en las comunidades indígenas » (Carlsen, 1999). Segurier (1983) ajoute que souvent les organisations paysannes au Mexique sortent du cadre imposé par le gouvernement afin de créer des unités autonomes, plus démocratiques et surtout plus égalitaires. Ainsi, « souvent [...] les paysans réussissent à abandonner leur attitude de 'solliciteurs' [...] en attente d'une solution improbable qui viendrait 'd'en haut' ; ils constituent un groupe de pression qui prend en main ses revendications et tend à se suffire à lui-même » (Segurier, 1983 : 13). L'approche de Fox (1996) est très utile afin de mieux saisir les facteurs de création de capital social au Mexique rural. Il affirme que les conditions pour

¹⁷ Ces communautés sont organisées de façon que si une famille a un problème, le reste de la communauté s'engage à l'aider. C'est le principe de base du *tequio*.

¹⁸ <http://www.tequio.org/pdf/icecostageneral.pdf>

la création de capital social au Mexique semblent peu favorables, étant donné leur degré de pauvreté et leur manque de représentativité dans l'ensemble de la population et dans le système politique. Il existe, de plus, des différences remarquables entre les divers groupes ethniques. Toutefois, si on y regarde de plus près, le capital social au niveau des villages est assez répandu. Nombre de communautés ont reproduit les traditions de leurs ancêtres de coopération horizontale, de réciprocité et d'aide mutuelle. Beaucoup de villages prennent les décisions à propos de l'allocation des ressources et de l'impartition de la justice de manière collective. Or, les tentatives d'intégrer ces communautés à l'économie nationale et au système politique ont plutôt conduit à la subordination ou à la répression des organisations représentatives autonomes pendant longtemps. De même, on trouve des régions avec des communautés très divisées verticalement et d'autres très organisées. Ces dernières peuvent servir comme exemple de mouvements civiques vibrant pour la démocratie et pour l'organisation coopérative. Il existe également une grande diversité entre les stades de maturité de l'action collective. Dans les cas extrêmes, on trouve des niveaux très élevés de vie associative et de respect pour le pluralisme ethnique, dans les autres, on trouve des communautés très divisées et dominées par le clientélisme horizontal. La région du Chiapas, par exemple, se caractérise, selon l'auteur, par une société qui pose un déficit à la norme autoritaire, sans être encore une enclave pluraliste. Fox l'appelle le pouvoir politique dual, où la société civile et les élites autoritaires se confrontent constamment. À part la révolte zapatiste, il existe des mobilisations civiques tout au long de la région, dont certaines ont réussi à mettre en place des conseils pluralistes autonomes *ad hoc* qui incluent des mouvements des droits de l'Homme, des coopératives et des groupes de défense des droits autochtones.

Une autre sorte d'organisation sociale soutenant des formes démocratiques d'organisation sociale se développe, surtout sous forme de coopératives agricoles dans quelques régions du Sud du Mexique. L'exemple le plus répandu est la création ou le renforcement des coopératives de café après la disparition de l'Institut mexicain du café (INMECAFE). Il faut noter que l'INMECAFE exerçait un monopole incontournable dans le processus de commercialisation et d'exportation du café. En ce sens, les organisations autonomes de

producteurs, qui voulaient faire affaire directement avec des acheteurs, étaient systématiquement bloquées. Lors de sa disparition, les producteurs de café ont été en mesure d'établir des réseaux propres et de s'allier aux différents partenaires comme peuvent l'être les organisations qui participent dans le commerce équitable. De même, à l'aide des organisations locales, les coopératives ont réussi à s'insérer dans le marché local, souvent à travers des initiatives d'économie solidaire. Les producteurs ont dû réviser leurs capacités organisationnelles. Dans un contexte de concurrence et de manque de financement, les agriculteurs se sont organisés pour devenir plus efficaces. Un exemple est la création de la Confédération Nationale des organisations cafetières (CNOC) vers la fin des années 1980 qui regroupe près de 50 000 petits producteurs. La convergence des organisations religieuses et des coopératives pour la stratégie biologique a eu lieu au cours de la chute du prix international du café, en juillet 1989. De plus, la fin de l'accord du café a ajouté un autre obstacle aux problèmes agricoles. Sans un cadre normatif, les corporations transnationales ont été en mesure d'acheter des grains verts à de très bas prix, tout en réduisant fortement le partage de bénéfices destinés aux producteurs dans la chaîne de valeurs (Bray *et al.*, 2002)

Ainsi, le besoin de se trouver de nouvelles niches de marché a conduit à des transformations importantes quant à la production, à l'organisation et au contrôle de la qualité. L'effort a dû être énorme, puisqu'en l'absence de l'INMCAFE, l'assistance technique était difficile à trouver. Les producteurs ne pouvaient compter que sur eux-mêmes. L'entraînement et l'assistance technique se font désormais par un partage de connaissance d'agriculteur en agriculteur. Les subsides ont été octroyés principalement par l'Église, les ONG et parfois par le gouvernement. Principalement, ce sont le capital social et l'organisation qui ont permis de mettre en place de vrais systèmes d'assistance technique. Ces organisations ont ainsi développé une vision plus large de l'appropriation des bénéfices dans la chaîne de valeurs. Quelques-unes ont même été capables d'arriver jusqu'au consommateur par le biais d'un produit final. Le café biologique, en ce sens, n'est qu'une partie intégrante d'une stratégie plus vaste de renforcement des capacités organisationnelles et gestionnaires des petits producteurs (Bray *et al.*, 2002).

Conclusion

En guise de conclusion, nous allons reprendre quelques concepts mentionnés dans notre cadre théorique et les comparer avec l'évidence recueillie. Nous avons pu constater la création et la croissance de mouvements sociaux économiques au Mexique et établir leur rapport avec les crises politiques et économiques. Parmi les exemples montrés, la crise sociale qui est implicite après le retrait de l'État lors de l'ouverture commerciale, est la plus évidente. En effet, nous avons pu observer comment la société civile a dû prendre en main des solutions alternatives face à l'exclusion de certains secteurs de l'économie et comment ces solutions représentent un défi pour le système libéral établi au Mexique pendant les années 1980. Les mobilisations sont désormais plus visibles et nombre d'ONG en sont issues. Dans ce pays, la crise économique a rapidement conduit à une crise de légitimité du système politique.

Toutefois, même dans des cas de crise économique, les mobilisations nécessitent un espace politique pour émerger. Dans un contexte de répression autoritaire, les mouvances sont très limitées et les leaders, souvent démobilisés. Justement à cause de cet argument, nous proposons que, si bien qu'il existe plusieurs facteurs qui ont permis la mobilisation sociale au Mexique, l'ouverture d'opportunité politique demeure un préalable. En fait, le réseau solidaire rural était en place même avant l'arrivée des espagnols, et quelques ONG locales et internationales avaient déjà établi des liens avec des communautés locales. L'ouverture politique a agit comme catalyseur et a laissé la voie libre pour la mobilisation.

Nous avons avancé l'hypothèse qu'au Mexique, les nouveaux mouvements sociaux économiques au niveau national ont été rendus possibles grâce à l'ouverture d'opportunité politique, aux alliances entre les différents groupes sociaux et à l'existence d'un réseau solidaire préétabli. Concernant le premier point, on ne peut pas nier que l'ouverture politique, est étroitement liée à la situation de crise économique et au démantèlement de l'État corporatiste qui l'a suivie. Les alliances avec le gouvernement sont devenues de plus en plus fragiles, par conséquent, les leaders politiques, au moment de réprimer les

mobilisations sociales, ont du faire face à plus d'obstacles. Le cas le plus évident est celui de l'insurrection zapatiste de janvier 2004. Les fractures internes dans le gouvernement, qui ont paralysé la réponse armée, ajouté à l'opinion publique internationale, ont laissé une ample marge de manœuvre pour l'armée zapatiste. D'autres mouvements inspirés des zapatistes ont également émergé. Un exemple qu'on a vu est la mobilisation de Las Abejas, dans la même région. Nous avons montré un facteur double dans ce contexte : d'une part, la difficulté pour réprimer les mobilisations autonomes a offert une marge de manœuvre plus large pour les acteurs sociaux. Mais d'autre part, le retrait de l'État et la fin de l'état providence et du projet social du gouvernement ont forcé ces mêmes acteurs sociaux à chercher des solutions propres, souvent avec le but d'assurer la survie.

Le texte de Fox nous a été très utile pour l'analyse des alliances entre les groupes sociaux et les autres acteurs. En nous montrant les différents scénarios d'émergence des mouvements ruraux, il nous a conduit à considérer les alliances comme un facteur clé dans la consolidation des organisations sociales. Ainsi, le rôle des ONG, des associations civiles et d'autres acteurs comme l'Église catholique est mise à l'avance. Finalement, nous avons observé comment les mobilisations sont souvent ancrées dans les traditions particulières du Mexique, notamment dans les communautés rurales. Ainsi, les tendances actuelles du commerce équitable et de l'économie solidaire répondent aux mobilisations précédentes, tel qu'avancé par Tarrow. En ce sens, il existe une continuité concernant les mobilisations précédentes et le réseau solidaire promu dans les deux pays. Nous considérons pertinent de reprendre Fox lorsqu'il mentionne que nombre des leaders des mouvements ruraux avaient participé à des mobilisations précédentes, parfois plus radicales. L'armée zapatiste est l'exemple d'un mouvement qui a profité des réseaux préétablis, notamment l'Église catholique au Chiapas, pour configurer son propre réseau.

De l'autre côté, nous avons aussi montré dans quelle mesure les ONG qui travaillent sur le commerce équitable et sur l'économie solidaire ont profité des réseaux solidaires précédents. DESMI base son action sociale sur les réseaux communautaires préhispaniques tandis que *Vinculacion et comunicacion social* s'attarde également sur des rapports solidaires comme

tequio. De même, d'autres ONG, comme *Promoción del Desarrollo Popular*, *Asociación Civil* ont fini par élargir leur mandat afin de faire la promotion des rapports solidaires et de proposer des modèles alternatifs de développement autres que les modèles proposés par l'État néo-libéral.

Références

Desmi, AC., (2001) *Si come uno, que coman todos : economía solidaria*, Grafia editores, México, 251 pp.

Aguirre, Francisco (2002), "Cuatro actores del comercio justo en México: sus retos y perspectivas", <http://www.vinculando.org>, consultée le 3 mars 2005.

Azam, Geneviève (2004) « Économie sociale, tiers secteur, économie solidaire, quelles frontières ? » *Revue de MAUSS*, No. 21, premier semestre, pp 151-161

Beck, Ulrich (2003) "Stratégies des mouvements de la société civile" dans *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Paris, Alto Aubier, pp. 431-452.

Bray, David B, Plaza José Luis et Contreras Ellen (2002) « Social Dimensions of Organic Coffee Production in Mexico : Lessons for Eco-Labeling Initiatives », *Society and Natural Resources*, No. 15, pp. 429-446.

Camp, Roderic Ai, (1993) *Politics in Mexico*, Oxford University Press New York, 200 pp.

Carlsen, Laura (1999) "Autonomía indígena y usos y costumbres: la innovación de la tradición", <http://www.ezln.org/revistachiapas/No7/ch7carlsen.html>

Carré, Frédéric et André de Séguin (1998) *Mexique, Golfe et Caraïbes : une méditerranée américaine ?* Presses Universitaires de France, Collection Major, 249 pp.

Castells, Manuel, (1975) *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Petite collection Maspero, 122 pp.

Concha Malo, Miguel (s/f), "La lucha por los derechos humanos en el desarrollo social de México", Centro de Derechos Humanos "Fray Francisco de Vitoria, O.P." <http://web.iteso.mx/dh/foro/mconcha.html>, consultée le 3 mars 2005.

Dominguez, Jorge (1994) *Social Movements in Latin America : The Experience of Peasants, Workers, Women, the Urban Poor, and the Middle Sectors*, Garland Publishing, 384 pp.

Dabène, Olivier (2003) *L'Amérique latine à l'époque contemporaine*, Cursus, Armand Colin, Paris, 245 pp.

Duquette, Michel (1999) *Building new democracies : Economic and social reform in Brazil, Chile and Mexico*, University of Toronto Press, 286 pp.

Esteva, Gustavo et Wolfgang Sachs (1996) *Des ruines du développement*, Écosociété, Montréal, 138 pp.

Farro, Antino, (2000) *Les mouvements sociaux : diversité, action collective et globalisation*, Montréal, Presses universitaires de Montréal, 260 pp.

Fox, Jonathan (1996) "How does civil society thicken? The political construction of social capital in rural Mexico", *World Development*, Vol. 24, No. 6, pp. 1089-1103

Garreton, Manuel Antonio, (2002) « The transformation of collective action in Latin America » *Cepal Review*, 76, April.

Gendron, Corinne (2001) « Émergence de nouveaux mouvements sociaux économiques » *Revue Pour*, No. 172, pp. 175-181.

Gendron, Corinne et Guy Bernier (2004), *Le commerce équitable : un nouveau mouvement social économique au cœur d'une autre mondialisation*, Les cahiers de la Chaire, No. 02-2004, Chaire de responsabilité sociale et de développement durable.

Harvey, Neil (2001) "Globalization and resistance in post-cold war in Mexico: difference, citizenship and biodiversity conflicts in Chiapas", *Third World Quarterly*, Vol. 22, No. 6, pp. 1045-1061

Hipsher, Patricia L., (1998) "Democratic transitions as protests cycles: social movement dynamics in democratizing Latin America" in David S. Meyer, *The social movement society: contentious politics for a new century*, Rowman & Littlefield Publishers Inc, Oxford, 282 pp.

Melucci, Alberto (1991) « Qu'y-a-t-il de nouveau dans les 'nouveaux mouvement sociaux' » Dans *La recomposition du politique*, sous la dir. de Louis Maheu et Arnaud Sales, L'Harmattan, Montréal, pp. 129-162.

McCarthy, John D. and Mayer N. Zald. (1977) "Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory." *American Journal of Sociology* 82: 1212-1241.

Michelletti, Michele (2003), « Global Political Representation : the Clean Clothes Campaign and No Sweat Mouvement », document de travail pour le ECPR Joint Sessions, Atelier No. 14 *Political Representation*, Edinburgh.

Neamtan, Nancy (2003), « L'économie solidaire comme radicalisation de la démocratie », *Revue de MAUSS*, No. 21, premier semestre, pp. 126-134

Offe, Claus (1997), « Les nouveaux mouvements sociaux : un défi aux limites de la politique institutionnelle », dans Didier Le Saout et Yves Sintomer (eds) *Les démocraties modernes à l'épreuve*, L'Harmattan, pp. 98-132.

Offe, Claus (2000) "Civil society and social order : demarcating and combining market, state and community", *European Journal of Sociology*, Vol. XLI, No. 1, pp. 71-94

Palavicini Corona, Gabriela, (2001) *Le Mexique : l'inéluctable transition vers la démocratie*, Louvain-la-Neuve : Academia-Bruylant, 416 pp.

Rist, Gilbert (1996) *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 426 p.

Roozen, Nico et Frans van der Hoff, (2002) *L'aventure du commerce équitable : une alternative à la mondialisation*, JC Lattès, Paris, 285 pp.

Sachs, Wolfgang (ed.), (1999) *The Development Dictionary : A Guide to Knowledge as Power*, Zed Books Ltd, London, 306 pp.

Salama, Pierre (1999) *Riqueza y pobreza en América Latina : la fragilidad de las nuevas políticas económicas*, Fondo de Cultura Económica, México, 300 pp.

Salazar, Gabriel et Julio Pinto (1999), *Historia contemporánea de Chile I : Estado, legitimidad, ciudadanía*, Ediciones Lom, Santiago, 311 pp.

Seguier, Michel (1883), *Mobilisations populaires, éducation mobilisante*, INODEP, Document de travail INODEP – 7, l'Harmattan, 178 pp.

Tarrow, Sidney (1994), *Power in movement : social movements, collective action and politics*, Cambridge Studies in Comparative Politics, Cambridge University Press, 281pp.

Touraine, Alain (2003), *La globalisation : réalités, idéologies et déclin*, les conférences Gérard-Parizeau, Série Université de Montréal, 23 avril, 39 pp.

Touraine, Alain, (1989) *La parole et le sang : politiques et sociétés en Amérique latine*, Paris, Odile Jacob, 475 pp.

Touraine, Alain (1984), *Le retour de l'acteur : essai de sociologie*, Fayard, 250 pp.

Touraine, Alain (1973), *Production de la société*, Éditions du Seuil, Paris, 477pp.

Wieviorka, Michel (1977) *L'État, le patronat et les consommateurs : Étude des mouvements des consommateurs*, PUF, Politiques, Paris, 271 pp.

Xiberras, Martine (1993) *Les théories de l'exclusion*, Sociologie au quotidien, Meridiens Klincksieck, Paris, 204 pp.

Pages internet

Comercio justo México, <http://www.comerciojusto.com.mx>, consultée le 5 mars 2005

Tequio.org, <http://www.tequio.org/nuestro.htm>, consultée le 10 avril 2005.

La otra bolsa de valores, <http://www.laneta.apc.org/otrabolsa/labolsa.htm>, consultée le 5 mars 2005.

Vinculacion y comunicacion social <http://www.vinculando.org>, consultée le 12 avril 2005

4. Avenir et évolution de l'agriculture biologique au Liban

Khalil Roukoz

Candidat à la maîtrise en sciences de l'environnement

Chaire de responsabilité sociale et de développement durable

UQAM.

Mai 2005

Introduction

Dans ce travail nous nous pencherons sur l'agriculture biologique et le commerce équitable comme vecteurs de développement durable au sein du secteur agricole libanais. Pour ce faire nous allons premièrement expliquer ce que nous voulons dire par développement durable. Deuxièmement, nous explorerons les défis du développement durable du secteur agricole libanais et nous poserons notre hypothèse. Troisièmement et quatrièmement, nous parlerons de l'agriculture biologique et du commerce équitable dans les pays du Sud. Cinquièmement, nous présenterons la situation de l'agriculture biologique et nous poserons nos questions de recherche. Sixièmement, nous expliquerons la méthodologie que nous avons utilisée pour répondre à nos questions de recherche. Septièmement et huitièmement nous présenterons nos résultats préliminaires et nous conclurons.

1. Le développement durable

Dans notre présentation nous parlerons du développement durable du secteur agricole libanais. Pour cela, nous trouvons essentiel de préciser ce que nous voulons dire par développement durable. Nous allons opter pour le concept de développement durable mis de l'avant par le rapport Brundtland : « *Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs* » (CMED, 1989). Nous retiendrons la définition progressiste du développement durable qui est dite tripolaire, car elle se situe à l'intersection des pôles environnementaux, économiques et sociaux. D'après cette définition, la protection de l'environnement est une condition du développement durable, répondre aux besoins de la société ou la dimension sociale est un objectif, et la croissance économique est un moyen au

service du développement, alors que l'équité est une idée qui traverse les trois pôles (Gendron & Revéret, 2000).

2. Le secteur agricole libanais

Au Liban, l'agriculture est pratiquée presque partout, avec des spécificités régionales quant aux cultures et à la fertilité des sols. La vallée de la Bekaa est la région agricole prédominante, avec le tiers de toutes les terres cultivées du Liban et une grande variété de productions. Les plaines côtières du nord et du sud (environ 120 000 ha) portent une agriculture intensive, notamment d'agrumes, de bananes et de légumes. Sur le Mont Liban on produit des fruits ainsi que des olives et des raisins. Dans le secteur agricole, l'accent est mis de plus en plus sur la diversification et l'augmentation de la production des cultures spécialisées (fruits exotiques), des cultures destinées à l'industrie alimentaire et de la production animale pour les laitages et la viande. Néanmoins, ce secteur fait face à plusieurs problèmes d'ordre économique, social et environnemental.

2.1. Problèmes économiques

La majorité des producteurs libanais ont des entreprises agricoles de petite taille : plus de 60 % ont moins de 2 ha et 83 % ont moins de 5 ha (Antipolis, 2000). Ces producteurs sont marginalisés par la politique de développement d'après-guerre (guerre civile de 1975-1990) du gouvernement libanais. En effet, dans leur politique de développement, les gouvernements libanais successifs ont négligé les zones rurales et ont signé plusieurs accords de libre échange agricole avec les pays arabes et l'Union Européenne. Cette politique n'a pas fourni aux petits producteurs libanais le support financier ou institutionnel nécessaires pour développer leurs méthodes traditionnelles de production agricole et les a embarqués, sans planification, dans un processus de mondialisation. Les producteurs se sont alors trouvés avec des marchandises à prix non compétitifs sur le marché extérieur, de même que sur le marché local. Les producteurs obtiennent souvent des prix de vente inférieurs aux coûts de production, ce qui rend leurs entreprises agricoles non viables économiquement. Les

problèmes économiques, cités ci-dessus, génèrent des problèmes environnementaux et sociaux.

2.2. Problèmes environnementaux

Au Liban, les engrais chimiques et les pesticides sont utilisés de façon anarchique. L'application de ces produits chimiques ne tient pas compte des impacts écologiques. Ces impacts peuvent avoir des effets néfastes, tant sur l'écosystème que sur la santé humaine. Parmi ces impacts, citons la pollution des nappes phréatiques, la pollution et la dégradation des sols, et les résidus toxiques de pesticides dans les produits agricoles.

2.3. Problèmes sociaux

Actuellement, l'insertion d'une nouvelle génération, déjà très attirée par la ville, dans un travail agricole s'avère de plus en plus difficile. D'ailleurs, les travailleurs agricoles n'ont aucune couverture sociale. De Plus, ils ne sont pas encadrés et leurs sources d'informations et de conseils sont les vendeurs de machineries et de produits agricoles. Ceci mène à une baisse de production, à une agriculture non écologique et à une forte migration rurale-urbaine. Cette migration a eu pour effet la réduction de l'agriculture aux abords immédiats des villages et l'effondrement du système d'aridoculture, accompagnés d'un mauvais entretien des terrasses. Si ces dernières continuaient à se dégrader, il y aura des sérieuses répercussions à la fois sur les conditions des montagnes libanaises et sur le taux d'érosion des sols. Les pertes socio-économiques qui en résulteront pourraient entraîner l'effondrement des structures sociales communautaires, renforçant ainsi l'exode rural et augmentant par conséquent la pauvreté dans les zones urbaines (Antipolis, 2000).

Dans ce contexte, nous avons cherché des possibilités de développement durable pour l'agriculture libanaise et nous avons posé l'hypothèse que l'agriculture biologique combinée au commerce équitable est une possibilité de développement durable au sein du secteur agricole libanais. Pourquoi cette combinaison de ces deux mouvements comme outils de développement durable ? En décrivant les deux mouvements biologiques et équitables, nous allons répondre théoriquement à cette question.

2.4. Le mouvement biologique

Dans cette partie, nous allons nous concentrer sur l'expérience biologique dans les pays du Sud en citant les avantages et les inconvénients que cette expérience présente pour ces pays. L'agriculture biologique constitue pour les pays en voie de développement une opportunité de production rémunératrice compatible avec le maintien de petites entreprises (David et *al.*, 2002). En fait, l'agriculture biologique permet aux producteurs des pays du Sud d'obtenir des prix supérieurs aux prix fixés par le marché. En pratiquant l'agriculture biologique, les agriculteurs libanais peuvent obtenir un prix sur leurs produits qui pourrait couvrir leurs coûts de production. Cependant, une bonne maîtrise de la technique et indispensable pour préserver l'équilibre financier de l'entreprise et une période de conversion de deux ou trois ans est nécessaire (De Silguy, 1994). Durant cette période, les producteurs ne peuvent pas toucher la valeur ajoutée « biologique » sur leurs produits et doivent souffrir d'une diminution de production. Donc, c'est une période très difficile économiquement pour les petits producteurs du Sud.

2.5. Le mouvement équitable

Dans cette partie, nous allons décrire le commerce équitable pour montrer comment, théoriquement, ce dernier peut aider les producteurs du Sud à bien passer la période de transition au biologique. Le commerce équitable, depuis ses origines, s'est inspiré de la volonté d'auto-développement des pays du Sud en se spécialisant dans le soutien, le conseil, le monitorat, les supports sociaux, la diminution des intermédiaires entre le consommateur et le producteur, les informations et le préfinancement des projets de développement portés, par les producteurs et leurs familles au niveau local. En d'autres termes, il critique les injustices qui dominent le monde économique et essaient de transformer le système d'échange Nord/Sud d'un moyen d'exploitation à un moyen de développement durable (Raynolds, 2000). Par conséquent, quant aux agriculteurs, libanais, leur adhésion au commerce équitable peut leur fournir un support financier et social. En effet, selon Perna (2000) le commerce équitable est l'une des tentatives les plus significatives pour répondre au défi du capitalisme global et c'est surtout du point de vue qualitatif que ce dernier a une incidence extrêmement

significative sur les conditions de vie des travailleurs des aires périphériques : salaires plus satisfaisants, dignité et visibilité.

En trente ans, le commerce équitable a démontré qu'il est possible et juste de chercher des alternatives au marché global. Pour Raynolds (2002), l'importance du commerce équitable est dans sa capacité de remédier aux effets néfastes du marché capitaliste comme par exemple la marginalisation des producteurs du Sud. Pour ces derniers, le prix équitable a été dans plusieurs cas la différence entre la faillite et la survie. Ainsi, les agriculteurs libanais peuvent, par exemple, s'inspirer de l'expérience des agriculteurs de café au Mexique qui selon Raynolds (2000) ont utilisé le support financier et institutionnel que le commerce équitable a fourni pour survivre à la période de transition au biologique.

2.6. Le biologique au Liban

Au Liban, le mouvement biologique a été déclenché par la demande du marché local. Pour satisfaire à cette demande, plusieurs agriculteurs ont cherché, avec succès, la certification biologique. Ce succès a poussé les universités et les organisations non gouvernementales à investir dans le mouvement biologique, car ils se sont aperçu qu'il répondait à leurs valeurs profondes (développement rural, amélioration des conditions de travail et de vie des producteurs, fournir des aliments sains, protéger l'environnement, etc.). Pour promouvoir ce mouvement, l'organisation non gouvernementale *Vision Mondiale* a financé un projet intitulé « Agriculture Durable et Développement Rural » (ADDR). Ce projet supporte la coopérative biologique Coop Bio Lubnan qui comporte 200 producteurs libanais, répartis dans cinq régions au Liban, en transition au biologique. Nous avons étudié ce projet pendant un séjour de deux mois au Liban. Durant ce séjour, je me suis posé la question suivante : l'agriculture biologique, supportée par le projet ADDR, Contribue-t-elle au développement durable du secteur agricole libanais ? Combinée au commerce équitable serait-elle plus efficace ? Pour répondre à cette question nous avons utilisé la méthode de l'observation participante.

3. Méthodologie

Durant notre séjour au Liban, nous avons utilisé la méthode d'observation participante. Cette méthode implique un séjour au sein de l'organisation *Vision Mondiale* en tant qu'observateur et participant aux activités de l'organisation. Nous avons pris des notes quotidiennes de nos observations et de nos participations. Nous avons pris trois genres de notes : les notes de terrain prises en pleine observation, les notes écrites le soir en élaborant les notes de terrains et les notes personnelles. La totalité des notes rédigées chaque soir forme ce qu'on appelle le journal ethnographique. Les notes personnelles reflètent notre état d'âme et nos sentiments durant l'observation et servent à vérifier les observations prises durant la journée.

En plus de l'observation et de la rédaction du journal ethnographique, nous avons effectué 20 entrevues semi-dirigées avec les acteurs du projet *ADDR*. Comme nous voulions évaluer le projet dans le cadre du développement durable, les questions qui ont été posées durant les entrevues ont porté sur les dimensions sociales, économiques et environnementales qui entouraient le projet.

Maintenant, pour mieux expliquer les résultats préliminaires que nous avons obtenu, nous allons faire une petite mise en contexte en décrivant la structure et le fonctionnement de la coopérative.

4. Fonctionnement de la coopérative « Coop Bio Lubnan »

Le projet *ADDR* de *Vision Mondiale* finance et supporte techniquement et institutionnellement la coopérative Coop Bio Lubnan qui existait avant le projet. Vision Mondiale, à travers le projet *ADDR*, a aidé la coopérative à avoir son statut physique et juridique actuel et à former un comité exécutif élu par les membres de la coopérative. Aussi, elle a visé la mise sur pied de l'entité opérationnelle de la coopérative. Cette entité se doit d'encadrer les producteurs membres de la coopérative durant et après la période de transition et pour ce faire elle est constituée : d'un département de commercialisation, d'une unité de

stockage et d'emballage, d'un département de support technique et administratif et des centres régionaux.

Les centres régionaux ont pour tâche la coordination entre les producteurs membres de la coopérative et la base centrale de la coopérative. C'est dans ces centres que tous les produits agricoles sont rassemblés et ensuite acheminés vers l'unité d'emballage et de stockage avant d'être distribués au marché local par le département de commercialisation. Les centres régionaux assurent aussi le transfert d'informations entre les producteurs et la base centrale de la coopérative, et vice-versa. Le département de marketing a créé pour la coopérative un label biologique et ils l'ont appelé « Campagnia ». C'est sous ce label que tous les produits de la coopérative sont commercialisés. Il faut noter que l'entité opérationnelle est pour le moment entièrement gérée et financée par *Vision Mondiale* ce qui présente un grand défi de relève pour le comité exécutif de la coopérative une fois que le projet ADDR se termine.

5. Les résultats préliminaires

Le concept d'agriculture biologique et ses pratiques ont été récemment introduits au Liban. Donc, les libanais (producteurs, consommateurs, gouvernement) ont une idée très vague sur ce mouvement. *Vision Mondiale* à travers le projet *ADDR* a réussi à augmenter la conscientisation des libanais vis-à-vis de l'agriculture biologique et cela à l'aide des campagnes de conscientisation qu'ils ont fait et grâce à leur collaboration avec d'autres organismes qui s'intéressent au biologique pour la formulation de régulation nationales biologiques. Le projet *ADDR* a encadré deux cent producteurs dans différentes régions libanaises en construisant le réseau nécessaire à cet encadrement. Ainsi, l'agriculture biologique, supportée par le projet *ADDR*, a eu et peut avoir plusieurs contributions au développement durable des producteurs membres de la coopérative. Cependant, elle a plusieurs limites.

Dans cette partie nous présenterons les résultats préliminaires que nous avons obtenu suite à notre recherche. Nous avons pu observer sur le terrain les contributions et limites, de l'agriculture biologique, supporté par le projet *ADDR*, au développement durable des

producteurs membres de la coopérative « Coop Bio Lubnan » et cela au niveau économique, environnementale et social.

5.1. Contributions et limites au niveau environnemental

Dans le contexte d'utilisation anarchique des produits chimiques au Liban, nous avons remarqué que l'agriculture biologique a eu des impacts très positifs sur les sols agricoles et la santé des producteurs et des consommateurs. La plupart des producteurs membres de la coopérative et les experts de vision mondiale ont été fiers que les pratiques agricoles biologiques soient plus respectueuses de l'environnement que les pratiques agricoles conventionnelles qu'ils utilisaient avant de décider de faire la transition. Aussi, les producteurs du Sud, région qui a été libérée récemment de l'occupation Israélienne, ont beaucoup de soucis concernant la dégradation de leurs sols agricoles suite à l'envahissement des terrains qu'ont effectué les agriculteurs conventionnels après que la région se soit ouverte au reste du pays. La pratique de l'agriculture biologique les aide à conserver les sols qu'ils cultivent et à les protéger de l'utilisation anarchique des produits chimiques.

Concernant les limites de l'agriculture biologique, nous n'avons pas observé des limites significatives au niveau environnemental.

5.2. Contributions et limites au niveau social

Sur le plan social, l'agriculture biologique a contribué à l'amélioration des conditions de travail des producteurs et leur a donné une satisfaction personnelle. Les agriculteurs sont plus fiers et plus satisfaits du travail agricole qu'ils effectuent. Ils disent qu'ils produisent à la manière de leurs grands-parents et trouvent ceci très satisfaisant. Les producteurs sont de plus en plus connus dans leur région et leurs clients directs, conscients des dangers des pesticides sur leur santé, leur font confiance et n'achètent que chez eux.

Aussi, les producteurs se sentent mieux encadrés et ils sont reconnaissants surtout qu'avant le projet *ADDR* ils avaient l'impression qu'ils étaient abandonnés. Ainsi, ils regardent le futur avec plus d'espoir et avec plus de sécurité.

Comme pour le niveau environnemental, nous n'avons pas observé de limites de l'agriculture biologique au niveau social.

5.3. Contributions et limites au niveau économique

Au niveau économique, l'agriculture biologique a offert aux producteurs une valeur ajoutée sur leur production. Ceci leur permet d'avoir une rentabilité économique qu'ils n'avaient pas pratiquant l'agriculture conventionnelle. De plus, elle leur permet dans le futur, c'est-à-dire, une fois certifiée, de résoudre les problèmes concernant l'exportation des produits agricoles libanais. Cependant, nous avons remarqué des grands défis économiques dont la résolution est vitale pour permettre aux producteurs de survivre à la période de transition et de ne pas retourner aux pratiques agricoles conventionnelles.

Premièrement, la coopérative fait face au défi de la relève. Comme nous l'avons déjà précisé dans la partie 4, l'entité opérationnelle de la coopérative est complètement gérée et financée par *Vision Mondiale*. Une fois que le projet sera terminé la coopérative « Coop Bio Lubnan » doit prendre la relève. Pour ce faire, elle doit se fournir les ressources humaines et financières nécessaires. Donc, la coopérative doit s'autofinancer.

Deuxièmement, la coopérative fait face au défi du marché biologique national restreint. Ainsi, les producteurs n'arrivent pas toujours à écouler toutes leurs marchandises dans le marché biologique. De plus, la majorité des produits de la coopérative sont vendus aux grands supermarchés dont le mode de paiement peut avoir des délais de 6 mois. Les producteurs reçoivent rarement leur argent directement après la vente et donc ils n'ont pas d'argent durant les périodes où ils en ont le plus besoin (période de la rentrée scolaire et les froids d'hiver).

5.4. La combinaison biologique/équitable au Liban

Dans cette partie, nous discuterons, d'un point de vue théorique et pratique, de la manière dont le commerce équitable pourrait rendre plus efficace l'agriculture biologique comme outil de développement durable. Comme nous l'avons déjà vu dans la partie 5.c, l'agriculture biologique fait face à des défis économiques dont la résolution est vitale pour la survie des producteurs à la période de transition. C'est sur le niveau économique que le commerce équitable pourrait supporter la transition au biologique. Du point de vue théorique, par son principe de prix équitable et de préfinancement, le commerce équitable peut donner aux agriculteurs de la coopérative « Coop Bio Lubnan » un support économique durant la période de transition et aider la coopérative à s'autofinancer et par conséquent à prendre la relève à la fin du projet *ADDR*. Aussi, le commerce équitable peut théoriquement aider la coopérative à relever le défi du marché biologique local restreint en fournissant un marché alternatif aux produits de la coopérative.

Du point de vue pratique, le commerce équitable pourra jouer le rôle de support économique à la transition pour les producteurs de la coopérative seulement si les produits libanais vont trouver un marché équitable. Donc, pratiquement, plusieurs questions se posent : (1) quel marché équitable faut-il que la coopérative vise ? (2) quel est la quantité de produits libanais que la coopérative pourrait vendre sur ses marchés ?

Conclusion

Notre recherche a permis de constater que les experts de *Vision Mondiale* perçoivent l'agriculture biologique comme un mode de vie et comme un mouvement social qui peut résoudre plusieurs des problèmes des producteurs libanais, notamment : la pollution causée par l'agriculture, l'anarchie des réseaux de commercialisation, l'exportation des produits agricoles libanais, la non rentabilité des entreprises agricoles libanaises, les intermédiaires et les résidus chimiques dans les produits agricoles. De leur côté, les producteurs et membres du comité exécutif de la coopérative veulent trouver un meilleur marché pour leurs produits

et sont conscients du danger des produits chimiques dans les aliments et dans leurs terrains agricoles.

D'après une première analyse, et pour répondre à la première question de recherche que nous avons posé au début (l'agriculture biologique, supportée par le projet *ADDR*, Contribue-t-elle au développement durable du secteur agricole libanais ?) nous concluons que l'agriculture biologique répond aux aspirations environnementales et sociales de ces acteurs. Par contre, de grands problèmes économiques sont encore à résoudre. Le comité exécutif de la coopérative fait face aux défis de la relève et de l'autofinancement et du marché restreint présentant des délais de paiements. La résolution de ces problèmes économiques est vitale pour que les agriculteurs puissent survivre à la transition au biologique et ne pas retourner aux pratiques agricoles conventionnelles.

Théoriquement, le commerce équitable fournit un support institutionnel aux agriculteurs et un préfinancement, et peut aider les producteurs libanais à survivre à la période de transition au biologique d'autant plus que le commerce équitable est un moyen efficace pour rendre les relations Nord/Sud plus justes et pour aider les producteurs à échapper à la fluctuation du marché, fluctuation que n'élimine pas l'agriculture biologique.

Par conséquent, et pour répondre à la deuxième question de recherche que nous avons posé (l'agriculture biologique combinée au commerce équitable serait-elle plus efficace comme outil de développement durable ?) nous concluons que théoriquement le commerce équitable rend l'agriculture biologique plus efficace comme outil de développement durable mais sur le plan pratique, plusieurs questions se posent et la capacité du commerce équitable à renforcer le biologique reste liée au fait de l'existence d'un marché équitable pour les produits de la coopérative ou pas.

Références

Antipolis, S., 2000. « Profile des pays méditerranéens : Liban, Enjeux et politiques d'environnement et de développement durable ». Plan Bleu : Centre d'activités régionales de l'Union Européen. Programme des Nations unies Pour l'environnement.

Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement, 1989. « *Notre avenir à tous* ». Cap Saint Ignace (Québec) : Éditions du fleuve, 454 p.

David, C., Savinni, I., Allard, G., Henning, J., 2002. « *L'agriculture biologique face à son développement : Les enjeux futurs* ». NRA Éditions RD 10-78026 Versailles Cedex, France., 232 p.

De Silguy, C., 1994. « *L'agriculture biologique: des techniques efficaces et non polluantes* ». Terre Vivante, France/Patino, Suisse.183 p.

Gendron C. & Revéret J-P. 2000. « Le développement »; *Économie et Sociétés*, p. 37, septembre, 14 p.

Perna, T., 2001. « La réalité du commerce équitable ». *Revue du MAUSS*, vol. 15, p. 359-372.

Raynolds, L. T., 2000. « Re-embedding global agriculture: the international Organic and fair trade movements ». *Agriculture and Human Values*, vol. 17, pp. 297-309.

Raynolds, L.T., 2002. « Consumer/Producer links in fair trade coffee networks ». *Sociologia ruralis*, vol. 42, pp. 4.

CHAIRE de responsabilité
sociale et de
développement durable
ESG UQÀM

École des sciences de la gestion | Université du Québec à Montréal
Case postale 6192 | Succursale Centre-Ville | Montréal (Québec) | H3C 4R2
Téléphone : 514.987.3000 #6972 | Télécopieur : 514.987.3372

Adresse civique : Pavillon des sciences de la gestion | local R-2885
315, rue Sainte-Catherine Est | Montréal (Québec) | H2X 3X2

Courriel : crsdd@uqam.ca | Site web : www.crsdd.uqam.ca

ISBN 2-923324-39-0
Dépôt Légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2006